



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 AVRIL 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 24TH APRIL, 1920.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
OFFICIELLE GAZETTE

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure)

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

831

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

832

Government House.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 13 février 1920.

M. Edmond-D. Aumont, commis au greffe de la Couronne et de la Paix. 1597

Québec, 27 mars 1920.

MM. Adolphe Kellnor, manufacturier, Leslie Lynd Drake, gentilhomme, Westmount, O. Dubois, marchand, Alexandre Hénault, gentilhomme, Jules Leprohon, sculpteur, Allen A. McKenzie courtier en assurance, Montreal, James Christian Myer, chef de police, Côte Saint-Paul, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

MM. Georges Audette, rentier, et Arthur Brochu, marchand, tous deux de Saint-Magloire, comté de Bellechasse, juges de paix pour le district de Montmagny.

Ernest Leonard, cultivateur, de La Minerve, comté de Labelle, juge de paix pour le district de Montcalm.

MM. Johnny Asselin, gérant, village de Saint-Siméon, et Adélar Carré, cultivateur, Port-au-Persil, comté de Charlevoix, juges de paix pour le district de Saguenay. 1599

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 13th February, 1920.

Edmond D. Aumont, to be clerk at the office of the Crown and Peace. 1598

Quebec, 27th March, 1920.

Adolphe Kellnor, manufacturer, Leslie Lynd Drake, gentleman, Westmount, O. Dubois, merchant, Alexandre Henault, gentleman, Jules Leprohon, sculptor, Allen A. McKenzie, insurance broker, Montreal, James Christian Meyer, chief of police, Côte Saint-Paul, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Georges Audette, annuitant, and Arthur Brochu, merchant, both of Saint-Magloire, county of Bellechasse, to be justices of the peace for the district of Montmagny.

Ernest Leonard, farmer, of La Minerve, county of Labelle, to be a justice of the peace for the district of Montcalm.

Johnny Asselin, manager, village of Saint-Siméon, and Adélar Carré, farmer, Port-au-Persil, county of Charlevoix, to be justices of the peace for the district of Saguenay. 1600

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que  
Assistant-Procureur-Général. } dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in  
Deputy Attorney General. } and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intitulé : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Québec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Québec in which townships

établi, et en fixer les tenants et aboutissants"; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Gaspé, dans le district de Gaspé, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Baldwin;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Baldwin, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Gaspé, dans le district de Gaspé, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de notre dite Province, savoir:

Le territoire à être érigé en canton, dans le comté de Gaspé, sous le nom de "Canton de Baldwin", est borné: au nord-ouest, par le canton de Lemieux; au nord-est, par les terres vacantes de la Couronne; au sud-est, par le canton de Marcell et les terres vacantes de la Couronne et au sud-ouest, par le comté de Matane. Ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant du coin sud d'icant de Lemieux, la limite sud-est de ce canton sur sa course de nord soixante-neuf degrés est (N.-69° E.) astronomique et longue de sept cent soixante-cinq chaînes trente-trois chaînons (765.33), plus ou moins, jusqu'au coin est du même canton de Lemieux; de ce coin, qui est aussi le coin nord dudit canton de Baldwin, une ligne menée sud quarante-cinq degrés est (S.-45° E.) astronomique, sur la longueur de douze cent onze chaînes quatre-vingts chaînons (1211.80), plus ou moins, jusqu'à un point de la limite nord-ouest du comté de Bonaventure, qui fait le coin est dudit canton de Baldwin, puis, en suivant la limite nord-ouest susdite, dans la direction sud soixante-neuf degrés ouest (S.-69° O.) astronomique, une distance de sept cent soixante-cinq chaînes trente-trois chaînons (765.33), plus ou moins, jusqu'à la ligne limitative entre le comté de Matane et le comté de Gaspé, au coin sud dudit canton de Baldwin; de ce coin, la ligne limitative susdite, dans la direction nord quarante-cinq degrés ouest (N.-45° O.) astronomique et sur une longueur de douze cent onze chaînes quatre-vingts chaînons (1211.80), plus ou moins, jusqu'au point de départ, qui fait le coin ouest dudit canton de Baldwin.

Le territoire constituant le canton de Baldwin, tel que ci-dessus borné et délimité, renferme une superficie de quatre-vingt-cinq mille (85000) acres, plus ou moins; tel que le tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le premier jour du mois de mai prochain (1920), sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit premier jour du mois de mai prochain (1920), un canton sous le nom de canton de Baldwin à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions, touchant

are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof"; And Whereas We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Gaspe, in the district of Gaspe, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of Baldwin;

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Baldwin, that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Gaspe, in the said district of Gaspe, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province to wit:

The territory to be erected into a township, in the county of Gaspé, under the name of "Township of Baldwin" is bounded: on the northwest, by the township of Lemieux; on the northeast, by the waste lands of the Crown; on the southeast, by the township of Marcell and the waste lands of the Crown and on the southeast, by the county of Matane. Its limits are described as follows, to wit:

Commencing at the south corner of the township of Lemieux, the southeast limit of said township running north sixty nine degrees east (N. 69° E.) astronomically and seven hundred and sixty five chains and thirty three links (765.33) long, more or less, to the east corner of said township of Lemieux; from this corner, which is also the north corner of said township of Baldwin, a line drawn south forty five degrees east (S. 45° E.) astronomically, and twelve hundred and eleven chains, eighty links, (1211.80) long, more or less, to a point of the northwest limit of the county of Bonaventure, which marks the east corner of said township of Baldwin, then, following the aforesaid northwest limit, in the direction south sixty nine degrees west (S. 69° W.) astronomically, a distance of seven hundred and sixty five chains thirty three links (765.33), more or less, to the boundary line between the county of Matane and the county of Gaspé, at the south corner of said township of Baldwin; from this corner, the aforesaid boundary line, in the direction north forty five degrees west (N. 45° W.) astronomically and twelve hundred and eleven chains eighty links (1211.80), more or less, to the point of commencement which marks the west corner of said township of Baldwin.

The territory constituting the township of Baldwin, as hereabove bounded and limited, contains an area of eighty five thousand (8,000) acres, more or less; as the whole appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the first day of the month of May next (1920), shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said first day of the month of May next (1920), a township by the name of the township of Baldwin, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omis-

la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Baldwin, comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGTIÈME jour d'AVIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

1569

sions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Baldwin.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTIETH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,

1570

Assistant Provincial Secretary.

### Lettres patentes

#### "Comptoir d'Importation, Limité".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'avril 1920 constituant en corporation : Alphonse Gauvin, Louis-Philippe Michaud, comptables, Pierre-Sophrone Proteau, voyageur, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de gros et détail comme marchands épiciers, de liqueurs, de provisions et de toute autre marchandise ;

Acheter, préparer, manufacturer et vendre des épiceries, produits alimentaires, liqueurs, sirops et autres effets et marchandises dépendant de ce commerce ;

Agir comme facteurs, agents à commission, courtiers ou représentants des maisons canadiennes ou commerciales et pour d'autres personnes, sociétés ou corporations ;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger, ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins du dit commerce ;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies incorporées ;

Tenir des entrepôts et réfrigérateurs pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôt et de prélever des loyers, commissions et contributions et en général faire tout ce qui dépend de ce commerce ;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce et autres droits et intérêts : appartenant à des compagnies incorporées, des sociétés ou individus ;

Emettre et répartir en tout ou en partie, les actions acquittées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières ou immobilières, et de tous droits et intérêts acquis par la compagnie ;

Vendre, louer, engager, céder et transporter

### Letters patent

#### "Comptoir d'Importation, Limité".

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1920, incorporating : Alphonse Gauvin, Louis Philippe Michaud, accountants, and Pierre Sophrone Proteau, traveller, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the wholesale and retail business of dealers in groceries, liquors, provisions and goods of all kinds and description ;

To buy, prepare, manufacture and sell groceries, food stuffs, liquors, syrups and other goods and merchandise incidental to the above business ;

To act as factors, commission agents, brokers or representatives of Canadian or commercial houses and for other persons, firms or corporations ;

To acquire, own, rent, give on lease, sell, exchange or hypothecate any immoveable property for the purposes of said business ;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies ;

To operate warehouses and cold storages for their own personal use and public use, with power to issue warehouse receipts and to collect rents, commission fees and contributions and generally carry on any other business incidental to the above ;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms or individuals ;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares of the capital stock bonds or other securities of the company, in payment of any moveable or immoveable property and of any rights and interests acquired by the company ;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the

la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchise, clientèle commerce ou licence de la compagnie à toute autre compagnie, société ou individu, exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement se rapportant au commerce principal de la compagnie, ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière ;

Se fusionner avec tout autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer, soit en argent, débiteures ou autres valeurs de la compagnie ;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire, semblable ou quasi-semblable et en devenir actionnaire ;

Agir comme agent ou courtier de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs avec ledit commerce ;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles relatives aux fins pour lesquelles ladite compagnie est incorporée, sous le nom de "Comptoir d'Importation, Limité", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1545 C.-J. SIMARD.

whole or any part of the property, rights, franchise, goodwill, business or license of the company to any other company, firm or individual carrying on any business similar to that of this company and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, relating to the principal business of the company, or calculated to enhance the value of or render profitable in any way said business ;

To amalgamate with any other company carrying on any similar business or any industry incidental to the company's business and to acquire in any wise the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for same either in cash, debentures or other securities of the company ;

To promote any other company, subsidiary, similar or quasi similar and to become a shareholder therein ;

To act as agent or broker for merchants and manufacturers for the sale of goods and merchandise incidental to said business ;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary, suitable and incidental to the purposes for which the said company is incorporated, under the name of "Comptoir d'Importation, Limité", with a total capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1546 Assistant Provincial Secretary.

**"The St. Louis Liquor Store Company—La Compagnie des Liqueurs St. Louis, Incorporée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour d'avril 1920 constituant en corporation Alibini Lamarre, marchand, J.-Emile Desmarais, huissier, Mlles Imelda Messier, Aurore Gervais, Marie-Laure Ouimet, dactylographes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en détail le commerce de bière, vin et liqueurs spiritueuses et dans ce but, faire toutes les opérations nécessaires audit commerce, le tout conformément à la loi des licences ;

D'acquérir et posséder et vendre des meubles et des immeubles ;

D'acquérir et vendre des licences nécessaires audit commerce, sous le nom de "The St. Louis Liquor Store Company—La Compagnie des Liqueurs St-Louis incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce douzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1547 C.-J. SIMARD.

**"The St. Louis Liquor Store Company—La Compagnie des Liqueurs St. Louis, Incorporée".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1920, incorporating : Alibini Lamarre, merchant, J. Emile Desmarais, bailiff, Imelda Messier, Aurore Gervais, Marie Laure Ouimet, typewriters, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To retail beer, wine and spirituous liquor and for that purpose to do all operations necessary for the above business, the whole pursuant to the License Law

To acquire and hold and sell moveables and immoveables ;

To acquire and sell the licenses necessary for the said business, under the name of "The St. Louis Liquor Store—La Compagnie des Liqueurs St-Louis, Incorporée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1548 Assistant Provincial Secretary.

**"Vickers Cafe, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'avril 1920 constituant en corporation : Ovila Samson, marchand Robert Godbout, pharmacien, Napoléon Daouest, marchand, Philippe Roy, marchand Albert Latour propriétaire de garage, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaire de places pour le cirage des chaussures, selon de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huitres, et service de lunch, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs :

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel et de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent, ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelle ; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures, et autres valeurs, de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie sous le nom de "Vickers Cafe, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province ce douzième jour d'avril 1920.

1553 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

**"La Barre & Cie".**

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1920 constituant en corporation Chilion Graves Heward, Rufus Clement Holden, avocats, et Clarence Arnold, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

**"Vickers Cafe, Limited".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1920, incorporating : Ovila Samson, merchant, Robert Godbout, druggist, Napoléon Daoust, merchant, Philippe Roy, merchant, Albert Latour, garage owner, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally in all its branches the business of hotel and restaurant keepers, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and carry on any other business that may be carried on in connection with said business such as the business of proprietors of shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, and also carry on the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person firm or company, as a going concern or otherwise, and carry on any hotel and restaurant business with or without the land and buildings used or destined for their operation, and their installations, furniture and other assets in general, and pay for same in cash, bonds or paid up shares of the company ;

To purchase or otherwise acquire and hold by lease or otherwise any other hotel, any immovable property that may be useful to the objects for which the company is incorporated, and pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company ;

To sell, exchange, lease any or all of its moveable or immovable property, dispose thereof or otherwise deal with same, and borrow money upon the security of such ; to construct, maintain and operate, on any land acquired or obtained by the company, hotels, restaurants and any other buildings that may be necessary for the operation of the said undertakings ;

To purchase, acquire, hold and sell, convey and transfer the shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business that the company is authorized to carry on or carrying on any business that may be carried on for the benefit of the company, under the name of "Vickers Cafe, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1920.

1554 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"La Barre & Cie".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April 1920, incorporating : Chilion Graves Heward, Rufus Clement Holden, advocates, and Clarence Arnold stenographer all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

Exercer en gros et au détail le commerce de manufacturiers, importateurs et négociants de parfums, parfumerie, savonnerie, préparations et articles de toilette, drogues et objets de pharmacie, préparations et articles de médecine, de pharmacie, de chimie, d'industrie et autres, ou aucun autre négoce ou commerce qui, dans l'opinion de la compagnie, peut par elle être exercé en rapport avec ou subsidiairement au commerce général de la compagnie ;

Solliciter acheter ou autrement acquérir et détenir utiliser (louer, licencier ou autre chose en faire) exercer, développer, introduire, vendre, céder, louer, accorder des permis y relatifs, et autrement aliéner ou faire valoir des patentes, droits brevetés, marques de commerce, inventions, droits d'auteur données scientifiques ou autre, dessins, plans, renseignements, licences, droits de concessions, et choses semblables conférant aucun droit limité ou illimité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, à aucun procédé, à aucune matière ou chose qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Souscrire, acheter, ou autrement acquérir d'aucune manière et posséder, détenir, vendre avec ou sans garantie et négocier des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'aucune corporation, compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce un commerce semblable à celui de la corporation, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi promouvoir, sustenter, subventionner ou autrement aider aucune telle corporation ou entreprise ;

S'unir ou conclure des arrangements avec aucune personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi gérer, exploiter et conduire la propriété, les entreprises et affaires d'aucun tel commerce, les acquérir avec l'achalandage, les droits, le passif ainsi que les autres valeurs par achat, bail ou autrement ;

Emettre, repartir et distribuer, comme entièrement libérées et non-sujettes à appel les actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie en paiement intégral ou partiel des valeurs, droits ou choses qu'on pourra acquérir, et, en paiement-intégral ou partiel d'aucuns services rendus à la compagnie en rapport avec son avancement et organisation, ses affaires ou sous un autre rapport ;

Vendre, louer, ou autrement aliéner ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie ainsi que de l'actif, de l'achalandage, des obligations d'aucune sorte, moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, y compris les actions, débetures et autres valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, distribuer aussi aux actionnaires aucunes valeurs pécuniaires ou autre considération ainsi reçues ;

Acquérir l'achalandage, la propriété, les droits et l'actif, avec ou sans le passif, d'aucune personne, société, corporation ou entreprise endettée envers la compagnie ou transigeant aucun commerce semblable à celui que transige la compagnie, ou susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compa-

To carry on the business of wholesale and retail manufacturers and importers of and dealers in perfumes, perfumery, soap, toilet preparations and articles, drugs and druggists sundries medicinal, pharmaceutical, chemical, industrial and other preparations and articles, or any other trade or business whatsoever which can in the opinion of the company be carried on by the company in connection with or as ancillary to the general business of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire and hold, use (on lease, license or otherwise) and exercise, develop and introduce, and sell, assign, lease, grant licenses in respect of and otherwise dispose of or turn to account any patents, patent rights trade marks, invention, copyrights, scientific, or other data, drawings, designs, information, licenses, licensing rights, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, process, matter or thing, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company ;

To take, purchase, or otherwise acquire in any way, and to own, hold sell, with or without warranty, and deal in the shares, debentures, bonds and other securities of any corporation, company, or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on business similar to that of the company, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to promote or contribute to or subsidize or otherwise assist any such corporation or enterprise ;

To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to manage operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business, and to acquire the same including its goodwill, rights, liabilities and other accessories by purchase, lease or otherwise ;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any securities, rights or things, that it can acquire, and, in payment or part payment for any services rendered to the company whether in connection with its promotion and organization or its business or otherwise

To sell, lease, or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and goodwill and rights and obligations of any kind for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company, and to distribute among its shareholders any cash securities or other consideration so received ;

To acquire the goodwill, property, rights and assets, either with or without assuming the liabilities of any person, firm, corporation or enterprise indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the company, or capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and

gnie, les payer aussi en argent ou en actions de la compagnie entièrement libérées et non-sujettes à appel, en valeurs, ou autrement ;

Consentir des avances, garantir les obligations ou contrats, ou autrement aider d'aucune manière aucune compagnie dont les actions du capital, les débetures ou les autres obligations sont détenues en tout ou en partie par la présente compagnie, faire aussi aucun acte ou chose de nature à conserver, améliorer ou accroître la valeur d'aucunes telles actions, débetures ou obligations, et de la même manière avancer de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne ou compagnie ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou endettée envers elle ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie ou entreprise exerçant ou se proposant d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi promouvoir ou aider à promouvoir, devenir actionnaire ou contributaire d'aucune telle compagnie ou entreprise, en acheter ou acquérir les actions et obligations, nonobstant les dispositions de l'article 5985 de ladite loi, et les détenir, vendre, réémettre ou autrement en disposer ;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la corporation, disposer aussi des deniers ou valeurs disponibles aux fins de la compagnie, selon qu'il paraîtra avantageux ;

Conclure, avec aucun pouvoir ou gouvernement municipal, local ou autre aucun arrangement qui semblera approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, obtenir aussi d'aucune telle autorité les droits, privilèges, concessions, subventions ou autres avantages qu'il paraîtra désirable d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits et avantages, faire aussi licencier, enrégistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes, qui représenteront la compagnie, faire les actes et choses qui paraîtront avantageuses, selon les lois de ce pays et la rendront capable d'exercer son commerce ou de transiger ses affaires, là ou ailleurs, avec efficacité ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer, vendre, améliorer, gérer développer, échanger, ou autrement aliéner ou disposer de biens-fonds, terrains, bâtiments, autres biens ou droits nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des commerces de la compagnie ;

Payer les frais encourus pour obtenir la charte de constitution en corporation, en rapport avec faire aussi aucunes telles choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, organiser une ou plusieurs compagnies qui acquerront la totalité ou aucune partie des entreprises, des valeurs, droits ou obligations de la présente compagnie, ou pour aucunes autres fins qui paraîtront propres à profiter à la compagnie ;

Faire aucune des choses précitées en qualité de principaux, d'agents, entrepreneurs, gérants, surintendants ou autrement, ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, faire aussi toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la

to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise

To make advances to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock bonds or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations, and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person or company having business engagements with the company or indebted to it ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company or enterprise carrying on or proposing to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to promote or assist in promoting and to become a shareholder or participator in any such company or enterprise, and to purchase or acquire the shares and securities thereof notwithstanding the provisions of article 5985 of the said Act and to hold, sell, reissue or otherwise deal with the same ;

To lend money to persons or companies having dealings with the company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company, as may deemed expedient ;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies, or other benefits which it may seem desirable to obtain and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights, and benefits, and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein and do such acts and things as may be expedient under the laws of such country to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell, improve, manage, develop, exchange or otherwise dispose of or deal with any real estate, lands, buildings or other property or rights necessary or useful for the carrying on of any of the company's business ;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company, and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company, or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company ;

To do any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the

réalisation des objets précités, sous le nom de "La Barre & Cie", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1920

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1557 ALEXANDRE DESMEULES.

above objects, under the name of "La Barre & Cie" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1558 Acting Assistant Provincial Secretary.

#### "Sigman-Kaufman Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour d'avril 1920 constituant en corporation: Isidore Popliger, Adolphe Chouinard, Narcisse Pouliot, avocats; Alcidas Desroches huissier, et Clara Popliger, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes

Exercer sous toutes ses formes l'industrie qui consiste à confectionner des vêtements pour enfants et dames, des hardes pour messieurs et garçons, ainsi qu'aucune autre industrie qui peut être incidemment exercé en rapport avec icelle

Exercer ce commerce en gros et au détail, aussi acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et autrement disposer d'aucune propriété mobilière ou immobilière, nécessaire aux objets de la compagnie;

Hypothéquer, grever d'aucune manière quelconque la propriété immobilière de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser, négocier des lettres de change, billets promissoires et d'autres instruments négociables;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement aucun commerce de même nature, y compris les machines, l'assortiment, l'achalandage, l'ameublement et les autres accessoires, et les payer en monnaie ou en actions libérées de la compagnie les prix et nombre d'actions à être déterminés par la corporation;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions du capital, des débetures ou autres valeurs d'aucune corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Faire toutes les choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation;

Acheter, louer, détenir et acquérir aucun commerce de même nature qu'exerce la compagnie, soit en tout soit en partie, aussi aucune franchise ou license et les payer en actions, débetures ou autres obligations de la compagnie, ou autrement;

Faire toutes les choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce qui se rattachent à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Sigman-Kaufman Company", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1567 C.-J. SIMARD.

#### "Sigman-Kaufman Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1920, incorporating: Isidore Popliger, Adolphe Chouinard, Narcisse Pouliot, advocates; Alcidas Desroches, bailiff and Clara Popliger, secretary all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and manufacture in all its branches the business of manufacturing children's and ladies wear, men's and boy's clothing and any other business which may incidentally be carried on in connect on therewith;

To carry on such business wholesale and retail and to acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and otherwise dispose of any property, moveable or immoveable, necessary for the company's purposes;

To hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveables property of the company;

To accept, draw, endorse, and negotiate, bills of exchange promissory notes and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase exchange, lease or otherwise any business of a similar kind, including machinery stock in trade, good will, furniture and other accessories and pay for same in cash or fully paid up shares of the company for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares of stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated;

To purchase lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part and also any franchise or license, and pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company, or otherwise;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incident to the carrying out of the object for which this company is incorporated under the name of "Sigman-Kaufman Company", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1568 Assistant Provincial Secretary.

**"Sherbrooke Company, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour d'avril 1920 constituant en corporation : Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, et William Patrick Creagh, sténographe, tous de Montréal, dans le district de Montréal, P. Q., pour les fins suivantes :

Exercer les négoce et commerces de manufacturiers, exportateurs, importateurs et marchands de cotonnades, lainages, soieries, du jute, caoutchouc, de la pulpe, du papier, du lin, chanvre, de la manille, de la corde, du fil, de la ficelle, du "cakun", de l'épincetage, du bougran, des bourlets, toiles, garnitures, ainsi que de tous autres effets, denrées ou marchandises confectionnés en tout ou en partie avec iceux, les produits d'iceux, ou avec aucune substance filamenteuse ; et spécialement manufacturer, exporter, importer et trafiquer de tous produits et articles fabriqués du coton, ou à la fabrication desquels sert le coton ;

Manufacturer, acheter, vendre et faire commerce de toutes les espèces d'automobiles, véhicules, pneus, matériaux à pneus, bandes de roues, pièces d'auto détachées, attiraux et accessoires, cercles métalliques pour voitures ainsi que de toutes les sortes d'objets et articles à la fabrication desquels le métal ou le caoutchouc, ou ces deux substances servent ou peuvent servir ;

Agir comme agents, marchands à commission, courtiers ou représentants de maisons commerciales, d'importateurs, exportateurs, de manufacturiers, planteurs ou producteurs, dans quel que pays que se trouve leur bureau-chef ou leur principale place d'affaires ; exercer aussi tous commerces en gros et au détail qui consistent à être boutiquiers, marchands-général, manufacturiers, expéditeurs, agents-général et entreposeurs, acheter, vendre, fabriquer, manufacturer, importer, exporter, entreposer, emmagasiner et faire commerce des produits de toute description, d'effets, denrées, marchandises et objets manufacturés ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son négoce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, des patentes, licences, concessions et privilèges similaires conférant aucun droit limité ou illimité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou à aucun procédé qui paraîtra propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et en particulier des machines, l'outillage ou assortiment ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de

**"Sherbrooke Company, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1920 incorporating : Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, book-keeper and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, P. Q., for the following purposes :

To carry on the trades or business of manufacturers, exporters, importers, of and dealers in cottons, woollens, silks, jute, rubber, pulp, paper, flax, hemp, manile, sisal, rope, yarn, twine, cakun, burlap, buckrum, paddings, linens, trimmings, and any other goods, wares or merchandise composed in whole or in part of these or of any product of these or of any fibrous substances ; and in particular to manufacture, export, import and deal in all products and articles manufactured out of cotton, or in the manufacture of which cotton is used ;

To manufacture, buy, sell and deal in any and all kinds of automobiles, vehicles, rubber tires, tire fabrics, and tire and automobile parts, supplies and accessories, and metal rims for vehicles and any and all kinds of goods and merchandise in which metal or rubber or either of them is or may be used ;

To act as agents, commission merchants, brokers or representatives for commercial houses, importers and exporters, manufacturers, growers and producers, whose head office or principal place of business may be situated in any country whatsoever ; and to carry on all or any business, both wholesale and retail as shop keepers, general merchants, manufacturers, shippers, general agents, and warehousemen and to buy, sell, make, manufacture, import, export, warehouse store and deal in products of every description, goods, wares and merchandise and manufactured articles ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for

biens convenant aux fins de la compagnie, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat de ces acquisitions ;

Promouvoir et devenir actionnaires dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la corporation ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et intérêts sur actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concessions reciproques ou autre avec aucune personne, association ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et obligations d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des parts, du capital ou d'autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement les disposer ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exécution et la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concessions, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité, aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à solde les frais, dépenses et le coût nécessaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement garantie d'obligations, de débetures, autres valeurs, ou autrement, aucune personne, société, compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie, à ses membres, et particulièrement aucunes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en paiement de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ; ;

S'unir ou s'amalgamer avec aucune autre com-

the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures, and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage, in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire, by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined ;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments ;

To consolidate or amalgamate with any other

pagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire aussi toutes les choses ci-haut ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Sherbrooke Company, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1583 C.-J. SIMARD.

company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Sherbrooke Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sherbrooke.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1584 Assistant Provincial Secretary.

#### "Bake-Rite, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'avril 1920, constituant en corporation : Francis-Joseph Laverty, conseil du roi, de la cité de Westmount ; Charles Albert Hale, avocat, de la ville de Montréal-ouest, et Edith Lillian Pearson, commis, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire commerce comme boulangers, commerçants, producteurs, fabricants de pain, biscuits, gateaux, bonbons, friandises, pâtisseries, substances comestibles et provisions de toutes espèces, en gros ou au détail, exercer aussi le négoce d'épiciers, bouchers, pourvoyeurs licenciés, acheteurs de rafraîchissements, et fournisseurs, sous toutes leurs formes diverses ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le susdit, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, licences, concessions, marques de commerce et choses semblables conférant aucuns droits limités, exclusifs ou non-exclusifs à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé qui semblera propre à servir à aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux con-

#### "Bake-Rite, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1920, incorporating : Francis Joseph Laverty, King's Counsel, of the city of Westmount ; Charles Albert Hale, advocate, of the town of Montreal west, and Edith Lillian Pearson, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of bakers, dealers, producers and manufacturers of bread, biscuits, cakes, candies, sweet-meats, confections, and edible substances and provisions of all kinds, whether by wholesale or retail, as well as the business of grocers, butchers, licensed victuallers, refreshment caterers, and contractors in all their respective branches ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions, trade marks, and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal conces-

cessions réciproques ou autre, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et obligations d'aucune telle corporation et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer, s'amalgamer aussi avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

Vendre ou disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens se rattachant à la constitution de la compagnie en corporation ainsi qu'à son organisation;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, à contrat, ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Rémunérer par paiement en argent, ou, sur l'assentiment des actionnaires, en parts, obligations ou d'aucune autre manière, une ou plusieurs personnes ou corporations, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucunes débetures ou autres obligations de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation de la compagnie ou de son avancement, ou d'aucune autre manière, dans la gestion de ses affaires;

Les susdits pouvoirs ou fins de la compagnie seront considérés comme distincts et indépendants l'un de l'autre, la compagnie pouvant poursuivre ou réaliser un ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans son sens général ou autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause de ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Bake-Rite, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en vingt mille (20,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1585 C.-J. SIMARD.

sions or otherwise, with any persons, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contract of, or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, and to amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company;

To lend money to customers and other having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To remunerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders, in stock, bonds or in any other manner, any person or persons or corporation or corporations, for services rendered and to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in any other manner whatsoever in the conduct of its business;

The above powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers or purposes without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Bake-Rite, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Département des affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

## CONSEIL EXECUTIF

## EXECUTIVE COUNCIL

Québec, 17 avril 1920.

Quebec, 17th April, 1920.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present : the Lieutenant-Governor in Council.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du canton de Howard, dans le comté d'Argenteuil, le cinquième jour de mars 1920, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Whereas by resolution passed by the municipal council of the township of Howard, in the county of Argenteuil, on the fifth day of March, 1920, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du canton de Howard, dans le comté d'Argenteuil, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the township of Howard, in the county of Argenteuil, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be hence forth published in the French language only.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A MORISSET,

A. MORISSET.

Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with article 131 of the municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des affaires municipales,

OSCAR MORIN,

Québec, 17 avril 1920.

1555

Quebec, 17th April, 1920.

1556

## Département de l'instruction publique

## Department of Public Instruction

2230-19.

2230-19.

Quebec, 19 avril 1920.

Quebec, 19th April, 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Abercorn, dans le comté de Brome, le lot No 304 du cadastre officiel de la paroisse d'Abercorn et de l'annexer à celle de Saint-André-de-Sutton, même comté. 1563—17-2

Application is made to detach from the school municipality of Abercorn, in the county of Brome, the lot No. 304 of the official cadastre of the parish of Abercorn, and to annex it to that of Saint André-de-Sutton, same county. 1564—17-2

No 1909-Elec.

No. 1909-Elec.

Nomination de trois commissaires d'écoles.

Appointment of three school commissioners.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 16 avril 1920, de nommer MM. Joseph Gauthier, Alphée Richard et Zénon Bergeron, commissaires d'écoles pour la municipalité de La-Reine, dans le comté de Témiscamingue. 1565

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in Council dated the 16th April, 1920, to appoint Messrs Joseph Gauthier, Alphée Richard and Zénon Bergeron, school commissioners for the municipality of La-Reine, in the county of Temiscamingue. 1566

## Département du trésor

## Treasury Department

## AVIS DE FORMATION DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

## NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable, sous le nom de "Hôpital Notre-Dame-de-La-Merci", a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 12 avril 1920, par un ordre en conseil portant le numéro 672.

Notice is hereby given that the formation of a charitable association, under the name of "Hôpital Notre-Dame-de-La-Merci", has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council the twelfth day of April, 1920, by an Order in Council bearing the number 672.

Le but de ladite société est déclaré être : de secourir les malades, les déshérités de la fortune, les veuves, les orphelins, et de protéger les infor-

The purposes of the association stated to be : to succor and provide for those afflicted by sickness or reverse of fortune, and for widows and

tunés en général, au moyen de contributions ou souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, conformément aux dispositions de l'article 6895 S. R. P. Q., 1909."

Le siège principal d'affaires de ladite société est fixé dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 S. R. P. Q., 1909, ce vingtième jour d'avril 1920.

Le surintendant des assurances,  
F.-L. MONCK.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec.

1577

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Palatine Insurance Company, Ltd"; de Londres, Angleterre, autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu a été modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance des automobiles le et après le premier jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : W. S. Jopling, 232 rue Saint-Jacques, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances, P.Q.,  
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,  
Département du trésor.

1335—15-2

Avis est par le présent donné qu'un permis No 211 a été émis en faveur de la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte Marie-Madeleine, dans le comté de Saint-Hyacinthe, incorporée en vertu des articles 6886 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, autorisant ladite compagnie à faire l'assurance mutuelle contre le feu sur les propriétés de ferme et de risques isolés, tel que mentionné dans sa déclaration à l'inspecteur des assurances.

Ladite compagnie a été enregistrée pour le terme finissant le 30 juin 1920.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour d'avril 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,  
F. L. MONCK.

Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec.

1455

Avis est par le présent donné qu'un permis No 210 a été émis en faveur de "The Quebec Diocesan Mutual Fire Insurance Company", incorporée en vertu des articles 7070 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Québec, autorisant ladite compagnie à faire des affaires d'assurance contre le feu dans la province de Québec, sur les églises, chapelles, écoles, salles, sous le contrôle de l'église anglicane, tel que mentionné dans sa déclaration à l'inspecteur des assurances.

Ladite compagnie a été enregistrée pour le terme finissant le 30 juin 1920.

Donné conformément à l'article 6950 des Sta-

orphans, and generally to protect the unfortunate by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public."

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 R. S. Q., 1909, this twentieth day of April, 1920.

F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec,  
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

1578

Notice is hereby given that the certificates of registry issued to "The Palatine Insurance Company, Limited", of London, Eng., authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance has been extended to include Automobile Insurance on and after the 1st day of April, 1920.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are : W. S. Jopling, 232 Saint James street, Montreal, P.Q.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,  
P.Q.,

F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

1336—15-2

Notice is hereby given that a license has been issued to "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine", in the county of Saint-Hyacinthe, incorporated in virtue of article 6886 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, authorizing the said company to transact mutual fire insurance on farm properties and isolated risks, as set forth in the declaration filed with the inspector of insurance, prior to the granting of this license.

The said company has been registered for the term ending the 30th day of June, 1920.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this tenth day of April, 1920.

For the Treasurer of the Province.

F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

1456

Notice is hereby given that a license has been issued to "The Quebec Diocesan Mutual Fire Insurance Company", incorporated in virtue of article 7070 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, having its head office in the city of Quebec, authorizing the said company to transact mutual fire insurance on churches, parsonages, parish rooms, halls or buildings and school buildings under the control of the church of England and other accessory buildings and furniture therein, as set forth in the declaration filed with the inspector of insurance prior to the granting of this license.

The said company has been registered for the term ending the 30th day of June, 1920.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

tuts refundus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour d'avril 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
Le surintendant des assurances,  
F. L. MONCK.

Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec. 1457

Statutes of the Province of Quebec, 1909, this tenth day of April, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.  
F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 1458

## Ministère de l'agriculture

### AVIS PUBLIC

*Concernant l'organisation du cercle agricole de la paroisse de Saint-Honoré, comté de Chicoutimi.*

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise l'organisation d'un nouveau cercle agricole dans le comté de Chicoutimi, lequel portera le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Honoré, comté de Chicoutimi".

Ce cercle est présentement constitué en corporation conformément à la loi des cercles agricoles (articles 1859 et suivants).

Québec, ce 21<sup>ème</sup> jour d'avril.

Le sous-ministre de l'agriculture,  
1601 J.-ANTONIO GRENIER.

## Department of Agriculture

### NOTICE

*Respecting the organization of the farmers' club of the parish of Saint-Honoré, county of Chicoutimi.*

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a new farmers' club in the county of Chicoutimi, which shall be known under the name of Farmers' Club of the parish of Saint-Honoré, county of Chicoutimi.

This club is hereby incorporated pursuant to the law respecting farmers' clubs (articles 1859 and following).

Quebec, 21st day of April, 1920.

J. ANTONIO GRENIER,  
1602 Deputy Minister of Agriculture

## Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4773. Dame Corinne Croteau, épouse commune en biens de Raoul Mercier, contremaitre, des cité et district de Montréal, dûment autorisée pour les fins des présentes, suivant ordonnance du 8 mars 1920, demanderesse; vs ledit Raoul Mercier, du même lieu, défendeur.

Une demande en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
1551-17-2 J.-F.-F. BERNARD.

Province de Québec, district de Gaspé, Cour supérieure, No 1132. Dame Marie-Jeanne Bernier *alias* Mary Bernier, épouse commune en biens de Camille Bérubé, résidant à la Rivière Madeleine, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure de ce district, en date du 1<sup>er</sup> avril 1920, demanderesse; vs ledit Camille Bérubé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1<sup>er</sup> jour d'avril 1920.

Percé, 6 avril 1920.  
Le procureur de la demanderesse,  
1443-16-5 ARTH. BELANGER.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6539. Dame Yvonne Samson, épouse commune en biens de Alexis Savard, ancien marchand, tous deux du village de Saint-Jérôme-de-Matane, district de Rimouski, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Alexis Savard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Rimouski, 29 mars 1920.  
Les procureurs de la demanderesse,  
1293-14-5 SASSEVILLE & GAGNON.

## Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4773. Dame Corinne Croteau, wife common as to property of Raoul Mercier, foreman, of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes hereof, as per an order of the 8th March, 1920, plaintiff; vs the said Raoul Mercier, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th March, 1920.

J. F. F. BERNARD,  
1552-17-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Gaspé, Superior Court, No. 1132. Dame Marie Jeanne Bernier *alias* Mary Bernier, of Rivière Madeleine, and district of Gaspé, wife common as to property of Camille Bérubé duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Camille Bérubé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Percé, 6th April, 1920.  
ARTH. BELANGER,  
1444-16-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6539. Yvonne Samson, wife common as to property of Alexis Savard, formerly merchant, both of the village of Saint-Jérôme-de-Matane, district of Rimouski, duly authorized, plaintiff; vs the said Alexis Savard, defendant.

An act on for separation as to property has been taken before this Court, on 29th March, 1920.

Rimouski, 29th March, 1920.  
SASSEVILLE & GAGNON,  
1294-14-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. No 1366.

Dame Malvina Dubois, épouse de Joseph-Louis Racine, huissier, tous deux de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,

Montréal, 12 avril 1920. A. JASMIN.  
1495—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3540.

Avis est par les présentes donné que Dame M.-Louise Scott, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas-H. Jordan, du même lieu, marchand, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 6 avril 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
1367—15-5 HENRI TUCKER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1230. Dame Rebecca Pfeffer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aaron Rachbach, du même lieu, marchand, dûment autorisée par jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, aux fins des présentes, demanderesse; vs Aaron Rachbach, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 29 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
1281—14-5 LOUIS FITCH.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1872. Dame Rachel Goldberg, de la cité et district de Montréal, épouse de Morris Schwartz, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Morris Schwartz, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de mars 1920.

Montréal, 30 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
1295—14-5 N. W. JACOBS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 563. Eugénie Gadreau, de Montréal, épouse de Joseph Grégoire, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Grégoire, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 17 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,  
1239—14-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2878. Dame Marie-Laure Lajeunesse, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Gascon dit Racette, journalier, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; et ledit Joseph-Edmond Gascon dit Racette, défendeur.

Une action en séparation de bien a été intentée le 19 février 1920.

Montréal, 25 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,  
1275—14-5 DESBOIS & SIMARD.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 1366.

Dame Malvina Dubois, wife of Joseph Louis Racine, bailiff, both of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband.

A. JASMIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th April, 1920. 1496—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3540.

Notice is hereby given that Dame M.-Louise Scott, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of Thomas H. Jordan, of the same place, merchant, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 6th April, 1920.

HENRY TUCKER,

Attorney for plaintiff.

1368—15-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1230. Dame Rebecca Pfeffer, of the city and district of Montreal, wife common as to property to Aaron Rachbach of the same place, merchant, duly authorized by judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, for the purpose of these presents, plaintiff; vs Aaron Rachbach, of the same place, merchant, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

Montreal, 29th March, 1920.

LOUIS FITCH,

Attorney for plaintiff.

1282—14-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1872. Dame Rachel Goldberg, of the city and district of Montreal, wife of Morris Schwartz, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Morris Schwartz, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 20th day of March, 1920.

Montreal, 30th March, 1920.

N. W. JACOBS,

Attorney for plaintiff.

1296—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 563. Eugénie Gadreau, of Montreal, wife of Joseph Grégoire, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Joseph Grégoire, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 17th March, 1920.

MASSON & BILLETTE,

Attorneys for plaintiff.

1240—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2878. Dame Marie-Laure Lajeunesse, wife common as to property of Joseph Edmond Gascon alias Racette, laborer, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph Edmond Gascon alias Racette, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 19th February, 1920.

Montreal, 25th March, 1920.

DESBOIS & SIMARD,

Attorneys for plaintiff.

1276—14-5

Cour supérieure, Bedford, No 588. Dame Eva Casgrain, épouse de Napoléon Bédard, cultivateur, du village de Warden, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Napoléon Bédard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 17 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,

C. A. NUTTING.

Sweetsburg, Bedford, 20 mars 1920.

1175—13-2

Superior Court, Bedford, No. 588. Dame Eva Casgrain, wife of Napoléon Bédard, of the village of Warden, in said district, farmer, duly authorised to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Napoléon Bédard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 17th March, 1920.

C. A. NUTTING.

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, Bedford, 20th March, 1920.

1176—13-2

### Avis divers

Québec, 19 avril 1920.

Avis est par le présent donné que "Sellers Gough Fur Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. J. A. C. Poole, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, en remplacement de M. Augustine J. Gough.

Le sous-secrétaire de la province,

1561

C.-J. SIMARD.

MOWATT & MOODE, LIMITED.

REGLEMENT NO. 48.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de cinq directeurs.

Certifié vraie copie.

MOWATT & MOODE, LIMITED.

Le secrétaire,

(Sg) GERALD McTEIGUE.

1571

(Sceau).

### Miscellaneous Notices

Quebec, 19th April, 1920.

Notice is hereby given that "Sellers Gough Fur Company, Limited", authorized to do business in this Province, has appointed, by a new power of attorney, Mr. J. A. C. Poole, of the city of Montreal, its principal agent, with head office in said city, in the place and stead of Mr. Augustine J. Gough.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1562

MOWATT & MOODE, LIMITED.

BY-LAW NO. 48.

The affairs of the company shall be managed by a board of five directors.

Certified true.

MOWATT & MOODE, LIMITED.

(Sgd) GERALD McTEIGUE,

Secretary.

(Seal).

1572

### - Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 51. *In re* : G.-E. Beauvais & Cie, Montréal, insolvable.

Avis est donné que le 16 avril 1920, lesdits insolvable ont déposé leur bilan au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

Pour le gardien provisoire,

VINET & DUFRESNE,

99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 17 avril 1920.

1573

*Re* : Alfred Lemieux, de Lévis, Qué., épiciier, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordonnance de la Cour supérieure pour le district de Québec, en date du 16 avril 1920, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens dudit insolvable.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

Québec, 17 avril 1920.

Les curateurs conjoints,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,

Edifice "Bossé", Québec.

1575

### Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 51. *In re* : G. E. Beauvais & Co., Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that on the 16th April, 1920, the said insolvents have filed their statement in the prothonotary's office of the superior Court of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,

For the provisional guardian.

99 Saint James street.

Montreal, 17th April, 1920.

1574

*Re* : Alfred Lemieux, of Lévis, Que., merchant, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated 16th April, 1920, and the undersigned have been appointed joint curators to the assets of the said insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claims within thirty days from this date.

Québec, 17th April, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,

Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,

"Bossé" building, Québec.

1576

Canada, province de Québec, district de Roberval. Cour supérieure.

*In re: Adélarde Plourde & Cie, marchand, Métabetchouan, insolvable.*

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur aux biens du susdit insolvable par un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Roberval, en date du 20 avril 1920.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations, dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

Le curateur,  
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.  
Québec, 21 avril 1920. 1615

*En vertu de l'acte de liquidations.*

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure.

*In re: G.-J. Trudeau Cie, limitée, en liquidation.*

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 11<sup>ème</sup> jour de mai 1920.

Le liquidateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
60 rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, 24 avril 1920. 1621

*En vertu de l'acte des liquidations.*

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure.

*In re: Victor Box Toe & Counter, limitée, en liquidation.*

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à contestation jusqu'au 12<sup>ème</sup> jour de mai 1920.

Le liquidateur,

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
60, rue Notre-Dame-Est.  
Montréal, 24 avril 1920. 1623

*Re: Madame Michel Cadrin, de Québec, modiste, insolvable.*

Avis est par le présent donné que ladite insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 22 avril 1920, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Québec, 22 avril 1920.

Les gardiens provisoires,  
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,  
(Édifice Bossé), Québec. 1633

Canada, Province of Quebec, district of Roberval. Superior Court.

*In re: Adélarde Plourde & Co., merchant, Metabetchouan, insolvent.*

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed curator to the assets of the said insolvent by a judgment of the Superior Court for the district of Roberval, dated 20th April, 1920.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,  
Canada Steamship Lines, Ltd. bldg.  
Québec, 21st April, 1920. 1616

*Under the Winding-up act.*

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court.

*In re: G. J. Trudeau Cie., limitée, in liquidation.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 11th day of May, 1920.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Liquidator.

60 Notre-Dame street East.  
Montreal, 24th April, 1920. 1622

*Under the Winding-Up act.*

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court.

*In re: Victor Box Toe & Counter, Limitée, in liquidation.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 12th May, 1920.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Liquidator.

60 Notre-Dame street East.  
Montreal, 24th April, 1920. 1624

*Re: Mrs Michel Cadrin, milliner, of Quebec, insolvent.*

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of her assets for the benefit of her creditors on 22nd April, 1920, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

Québec, 22nd April, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Provisional guardians

Offices : 147 Mountain Hill,  
(Bossé building), Québec. 1634

## Liquidation—Avis de

## Winding up notice

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 3.

Summerlea Land Co. Incorporée, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié No 92 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal, un acte passé devant le notaire J.-H. Savaria, le 31 mars 1920, entre J.-G. Duhamel, *ès-qualité* et Alf. W. Hadrill, de la

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 3.

Summerlea Land Co. Incorporée, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been placed in the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92 Notre-Dame street East, Montreal, a deed executed before the notary J. H. Savaria, on the 31st of March, 1920, between J. G. Duhamel *ès-qualité* and

cité de Montréal, étant un acte de vente conditionnelle pour la somme de huit mille six cents dollars (\$8,600.00) plus 5% de commission pour la rémunération du liquidateur par ledit J.-G. Duhamel *ès-qualité* audit Alf. W. Hadrill, des immeubles suivants :

Les lots de terre portant les numéros 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 109, 110, 111, 112, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 164, 165, 166, 167, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 270, 271, 272, 723, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 333, 334, 335, 337, 338, 339, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 403, 404, 405, 406, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 447, 448, 449, 450, 452, 453, 454, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 476, 477, 509, 510, 511, 512, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 555, 556, 558, 559, 560, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 583, 649, 650, 651, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 673, 674 et 675 de la subdivision du lot originaire No 427 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga ; et les lots Nos 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 69, 70, 71, 72, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 et 109 de la subdivision du lot originaire No 428 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga.

Avec toutes servitudes actives et passives sur lesdits lots ; ledit vendeur ne transportant à l'acquéreur que les droits appartenant à ladite compagnie sans aucune autre garantie que celles en possession de ladite compagnie et sans aucune obligation de piquetages, d'identification ou de délivrance desdits terrains autre que le présent titre.

Et de plus prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a été déposé chez ledit liquidateur à son bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie Summerlea Land Co. incorporée depuis au-delà de trois années.

Tous les créanciers de la compagnie en liquidation, ainsi que toutes les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir selon la loi leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis.

Montréal, 31 mars 1920.

1319—14—5

Le liquidateur,  
J.-G. DUHAMEL.

Alf. W. Hadrill, of the city of Montreal, being a conditional sale for the sum of eight thousand six hundred dollars (\$8,600.00) plus 5% commission for the remuneration of the liquidator by the said J. G. Duhamel *ès-qualité* to the said Alf. W. Hadrill of the following immoveables :

The lots of land bearing the Nos. 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 109, 110, 111, 112, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 164, 165, 166, 167, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 270, 271, 272, 273, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 333, 334, 335, 337, 338, 339, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 403, 404, 405, 406, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 447, 448, 449, 450, 452, 453, 454, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 476, 477, 509, 510, 511, 512, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 555, 556, 558, 559, 560, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 583, 649, 650, 651, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 673, 674 and 675 of the subdivision of the primitive lot No. 427 on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga ; and the lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 69, 70, 71, 72, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 and 109 of the subdivision of the primitive lot No. 248 on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga.

With all active and passive servitudes on the said lots ; the said seller only transferring to the purchaser the rights belonging to the said company without any other guarantee than those in possession of the said Company and without any obligation of staking, identification or deliverance of the said lots of land other than the present title.

And moreover take notice that the certificate of the registrar on the said immovable property has been deposited with the said liquidators in his office at Montreal.

That the immovable property hereinabove described has been owned and held by the Summerlea Land Co. Incorporated for over three years past.

Any creditors of the company in liquidation and also any persons having hypothecary or real rights on the immovable sold and wishing to outbid on the purchase price are notified to make their higher bids according to law within the fifteen days following the last insertion of this notice.

Montreal, 31st March, 1920.

1320—14—5

J. G. DUHAMEL,  
Liquidator.

*En vertu de la loi des liquidations**Under the winding up Act.*

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Dans l'affaire de "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation.

Avis est par le présent donné que les actes de vente suivants ont été produits chez Paul-L. Turgeon, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, à son bureau, No 55, rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, à savoir :

1. Un acte de vente passé devant J. Mulcair, N. P., le 19 mars 1920, par ladite "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation, en faveur de William Taylor, des cité et district de Montréal, gérant, relatif à la propriété suivante, à savoir :

Le lopin de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent sous les numéros deux cent trente-huit A, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante et un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois, deux cent soixante-quatre et trois cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent neuf (Nos 409, 238A, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264 et 342), le tout d'une superficie de 101,346 pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, les machines, l'outillage et tous accessoires s'y rattachant ;

Un lopin de terre situé sur l'avenue Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro un de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent dix des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-neuf pieds en front par vingt-sept pieds en arrière et cent pieds de profondeur du côté sud-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds et cinq pouces de profondeur du côté nord-est, avec une étendue de 2.756 pieds, mesure anglaise ;

Un lopin de terre situé sur l'avenue Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro trois cent quarante-quatre de la subdivision du lot numéro quatre cent neuf des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-dix de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, mais compris en totalité dans les limites suivantes : borné en front par l'avenue Saint-Laurent, en arrière par le lot numéro 409-342, adjacent d'un côté à la propriété de Benjamin Goyer, et de l'autre côté la propriété de Antoine Cousineau—avec les bâtisses dessus construites ;

Un lopin de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue principale, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante et un de la subdivision de partie du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-341) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, avec les dépendances actuelles. Le tout dans l'état où il se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes et cachées attachées à ladite propriété ;

2. Un acte de vente passé devant J. Mulcair, N. P., le 19 mars 1920, de la part de ladite "Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation, en faveur de Albert-U. Côté,

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation.

Notice is hereby given that the following deeds of sale have been deposited with Paul L. Turgeon, liquidator of the said company in liquidation, at his office, 55 Saint-François-Xavier street, in the city of Montreal, namely :

1. A certain deed of sale passed before J. Mulcair, N. P., on the 19th day of March, 1920, from the said "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation to William Taylor, of the city and district of Montreal, manager, of the following property, namely :

That lot of land situate in the town of Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, and comprising lots known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent, under numbers two hundred and thirty-eight A, two hundred and fifty seven, two hundred and fifty eight, two hundred and fifty nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three, two hundred and sixty four and three hundred and forty two of the official subdivision of original lot number four hundred and nine (Nos. 409-238A, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264 and 342), the whole having a superficial area of 101,346 feet, English measure, more or less—together with the buildings thereon erected and the machinery, plant and all accessories thereto attached ;

A lot of land situate on avenue Saint-Laurent, in the town of Saint-Laurent, known as number one of the subdivision of the original lot number four hundred and ten on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, containing twenty nine feet in front by twenty seven feet in rear and one hundred feet in depth on the south west side, and ninety seven feet five inches in depth on the north east side, having a superficial area of 2,756 feet, English measure ;

A lot of land situate on avenue Saint-Laurent, in the town of Saint-Laurent, known as number three hundred and forty four of the subdivision of lot number four hundred and nine on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, containing fifty feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less and without warranty as to the precise measurement, but the whole being contained within the following limits : bounded in front by the avenue Saint-Laurent, in rear by lot number 409-342, adjoining on one side the property of Benjamin Goyer, and on the other side the property of Antoine Cousineau—with the buildings thereon erected ;

A lot of land situate in the town of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the principal street and known and designated under number three hundred and forty one of the subdivision of part of original lot number four hundred and nine (409-341) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, with the actual dependencies. The whole as it presently exists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to the said property ;

2. A certain deed of sale passed before J. Mulcair, N. P., on the 19th day of March, 1920, from the said "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation, to Albert U.

des cité et district de Montréal, gérant, relatif à la propriété suivante, à savoir :

Un lopin de terre ou emplacement du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, mesurant quarante-deux pieds (42') de largeur par cent trente-huit pieds (138') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; borné en front par l'avenue Delorimier, en arrière par le lot No 488 des susdits plan et livre de renvoi, d'un côté au sud-est par la rue Tansley, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 490 des susdits plan et livre de renvoi—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros cent, cent deux, cent quatre et cent six de l'avenue Delorimier, ainsi que les numéros un, trois, cinq, sept, neuf et onze de la rue Tansley ;

Un lopin de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, mesurant quarante pieds (40') de largeur par cent quarante pieds (140') de profondeur, mesure anglaise—avec la maison en brique à deux étages et les autres dépendances dessus construites ; dans l'état actuel, avec toutes les servitudes actives et passives attachées auxdits immeubles.

Avis est aussi donné que les certificats du registraire préparés de la manière prescrite pour les certificats requis au cas de ventes immobilières par le shérif, ont été produits aussi chez ledit liquidateur.

Toutes lesdites propriétés susdécrites ont été possédées par la "Canada Stove & Foundry Company, Limited", durant les trois dernières années. Lesdits actes de vente et certificats du registraire ont été ainsi produits conformément aux dispositions de l'article 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné selon les dispositions desdits articles, aux fins de donner à ladite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, ce dix-neuvième jour de mars 1920.

Le liquidateur,

PAUL-L. TURGEON.

"The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation. 1129—13-5

Côté, of the city and district of Montreal, manager, of the following property, namely :

A lot of land or emplacement in Saint-Mary's ward, in the city of Montreal, known and designated as lot number four hundred and eighty nine (489) on the official plan and book of reference of the said St. Mary's ward, containing forty two feet (42') in width by one hundred and thirty eight feet (138') in depth, English measure and more or less ; bounded in front by Delorimier avenue, in rear by lot No. 488 on the aforesaid plan and book of reference, on one side to the south east by Tansley street, and on the other side to the north west by lot No. 490 on the aforesaid plan and book of reference—with the houses and other buildings thereon erected, bearing numbers one hundred, one hundred and two, one hundred and four and one hundred and six, Delorimier avenue, and numbers one, three, five, seven, nine and eleven Tansley street ;

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated by the number four hundred and ninety (490) on the official plan and book of reference of the Saint-Mary's ward, of the city of Montreal, containing forty feet (40') in width by one hundred and forty feet (140') in depth, English measure—with the two storey brick house and other dependencies thereon erected ; as the whole presently exists and with all the servitudes active and passive attached to said immoveables.

And notice is also hereby given that the registrar's certificates prepared in the manner prescribed for the certificates required in case of a sale of immoveables by the sheriff, has also been deposited with the said liquidator.

All the said properties above described have been owned and possessed by the "Canada Stove & Foundry Company, Limited", during the last three years. The said deeds of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purpose of giving the said sale the effect of the sheriff's sale.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 19th day of March, 1920.

PAUL L. TURGEON,

Liquidator.

"The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation. 1130—13-5

## Minutes de notaire

Québec, 26 mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Augustin Gingras, notaire, pratiquant et demeurant à Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu les notaires Lazare Lefèvre et Edmond Larue, en leur vivant notaires, pratiquant à Saint-Antoine-de-Tilly, ainsi que des minutes, repertoire et index de M. Joseph Larue, notaire, ci-devant de Saint-Antoine-de-Tilly et maintenant domicilié à Québec, et qui a cessé de pratiquer sa profession.

Le sous-secrétaire de la province,  
1237—14-5 C.-J. SIMARD.

## Notarial minutes

Quebec, 25th March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Augustin Gingras, notary, practicing and residing at Saint Apollinaire, county of Lotbinière, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late notaries Lazare Lefèvre and Edmond Larue, in their lifetime notaries, practicing at Saint-Antoine-de-Tilly, and the minutes, repertory and index of Mr. Joseph Larue, heretofore of Saint-Antoine-de-Tilly and now domiciled at Quebec, who has ceased to practice his profession.

1238—14-5 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Québec, 29 mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Edouard Biron, notaire, résidant dans la cité de Westmount et pratiquant dans la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Monsieur H.-A.-A. Brault, notaire, de Montréal, qui a cessé de pratiquer comme tel pour cause de maladie.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1265—14-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, 29th March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Edouard Biron, notary, residing in the city of Westmount, and practicing in the city of Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. H. A. A. Brault, notary, of Montreal, who has ceased to practice as such on account of sickness.

ALEXANDRE DESMEULES,  
Acting Assistant Provincial Secretary.  
1266—14-5

### Ordre de Cour

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour supérieure.*  
No 6623.

Le huit avril mil neuf cent vingt.

PRESENT : en chambre—L'honorable M. le juge  
I.-N. BELLEAU.

MERCHANTS AND EMPLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, une corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs WILLIAM LACHANCE, propriétaire de moulins, de la ville de Fraserville (maintenant cité de Rivière-du-Loup), dans le comté de Témiscouata, district de Kamouraska, et y faisant affaires sous la raison sociale de Lachance & Fils, défendeur ; et LOUIS MARQUIS, boucher, de la cité de Rivière-du-Loup, et autres, opposants à fin de conserver.

Sur motion de Louis Marquis et autres opposants à fin de conserver et vu l'allégation de la déconfiture du défendeur en la présente cause, il est ordonné par le juge soussigné, chargé de l'administration de la justice dans le district de Kamouraska, aux créanciers dudit défendeur, de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, de la présente ordonnance qui sera publiée deux fois dans les langues anglaise et française dans ladite *Gazette officielle de Québec*.

Vraie copie,  
Rivière-du-Loup, le 12 avril 1920.  
Le protonotaire de la Cour supérieure,  
1543—17-2 I.-G. PELLETIER.

### Ratification de titre

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant V. Lamarche, notaire, le 31<sup>ème</sup> jour de janvier 1900, entre Leslie H. Gault, marchand ; Joseph-Wilfrid-Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Dame Fortunate Dufort, épouse séparée de biens de Louis Boisseau, marchand, dûment autorisée par son époux aux fins des présentes ; Dame Florence Annie Elizabeth Benson, épouse séparée de biens de Irving L. Smith, marchand tailleur, dûment autorisée par son époux aux fins des

### Rule of Court

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
No. 6623.

The eighth April, one thousand nine hundred and twenty.

PRESENT : in Chamber—The Honourable Justice  
I. N. BELLEAU.

MERCHANTS AND EMPLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs WILLIAM LACHANCE, mill owner, of the town of Fraserville (now city of Rivière-du-Loup), in the county of Témiscouata, district of Kamouraska, and there carrying on business under the firm name and style of Lachance & Fils, defendant ; and LOUIS MARQUIS, butcher, of the city of Rivière-du-Loup, and others, opposants to secure charges.

On motion of Louis Marquis and other opposants to secure charges and seeing the allegation of the insolvency of the defendant in the present cause, it is ordered by the undersigned judge charged with the administration of justice in the district of Kamouraska, to the creditors of the said defendant, to file their claims within fifteen days from the first insertion in the *Quebec Official Gazette*, of the present order which shall be published twice in the French and English languages in the said *Quebec Official Gazette*.

A true copy,  
Rivière-du-Loup, 12th April, 1920.  
I. G. PELLETIER,  
1544—17-2 Prothonotary Superior Court.

### Confirmation of title

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before V. Lamarche, notary, on the 31st day of January 1900, between Leslie H. Gault, merchant ; Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Dame Fortunate Dufort wife separate as to property of Louis Boisseau, merchant, duly authorized by her husband for the purposes hereof ; Dame Florence Annie Elizabeth Benson, wife separate as to property of Irving L. Smith, merchant tailor, duly author-

présentes ; Médéric Ménard, hôtelier, et Alfred Jones, agent d'immeubles, tous de la cité de Montréal, et Gédéon Benoit, de la cité de Montréal, épiciier, étant une vente par lesdits Leslie H. Gault et al audit Gédéon Benoit de ces certains lots de terre maintenant connus sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot numéro deux cent soixante et deux des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga, contenant en front et en arrière vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise ; bornés en front par la rue Saint-Laurent, et en arrière par la ruelle numéro 262-324 du même plan et livre de renvoi de la paroisse du Sault-au-Récollet, et en la possession de Gédéon Benoit comme propriétaire pendant les trois dernières années ; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement dudit acte par lequel lesdits lots ont été acquis par ledit Gédéon Benoit, sont averties qu'il sera présenté à ladite Cour, le 26ième jour de mai 1920, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Montréal, 19 avril 1920.

Le D. P. C. S.,  
LOUIS-E. GAGNON.

Mtre JOS. BLAIN,  
Avocat des requérants, 1559-17-2

ized by her husband for the purposes hereof ; Médéric Menard, hotel-keeper, and Alfred Jones, real estate agent, all of the city of Montreal, and Gédéon Benoit of the city of Montreal, grocer, being a deed of sale by the said Leslie H. Gault et al to the said Gédéon Benoit of those certain lots now known as subdivision numbers two hundred and ninety seven and two hundred and ninety-eight of the subdivision of lot number two hundred and sixty-two of the official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Recollet in the county of Hochelaga, containing in front and in rear twenty-five feet in width by one hundred and forty-six feet in depth, English measure; bounded in front by Saint Lawrence street, and in rear by a lane No. 262-324 of the same plan and book of reference for the parish of Sault-au-Recollet, and possessed by Gédéon Benoit as proprietor for the three years now last past ; and all persons who claim any privilege or hypotec upon the said immovable before the registration of the said deed by which the said lots were acquired by the said Gédéon Benoit, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 26th day of May 1920, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, 19th April, 1920.

LOUIS E. GAGNON,  
D. P. S. C.

Mtre JOS. BLAIN,  
Attorney for petitioners 1566-17-2

### Soumissions

#### OBLIGATIONS DE LA CITE DE RIVIERE-DU-LOUP.

Avis est par le présent donné que des soumissions écrites pour l'achat de quarante obligations d'une valeur de (\$1000.00) mille piastres chacune formant un total de (\$40,000.00) quarante mille piastres, échéant le 1er novembre 1951 et portant intérêt au taux de cinq pour cent (5%) par année, payable semi-annuellement les 1er de mai et de novembre de chaque année émises sous l'autorité du règlement No 97 des règlements de ladite cité, seront reçues jusqu'à 5 heures de l'après-midi, du 10 mai 1920.

Lesdites soumissions seront prises en considération, par le conseil le plus tôt qu'il pourra le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque de (\$400.00) quatre cents piastres et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas l'intérêt accru sur les obligations au moment de leur livraison.

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Les soumissions devront être adressées au greffier de la cité de Rivière-du-Loup, et être marquées "Soumissions pour obligations."

Par ordre,  
Le greffier de la cité de Rivière-du-Loup,  
1589 E. TALBOT.

### Tenders

#### BONDS OF THE CITY OF RIVIERE-DU-LOUP.

Notice is hereby given that written tenders for the purchase of forty bonds of value of (\$1,000.-00) one thousand dollars, forming a total of forty thousand dollars (\$40,000.00), maturing on the first November, 1951, and bearing interest at the rate of five per cent (5%) per annum, payable semi-annually on the first May and first November of every year issued under the authority of by-law No. 97 of the by-laws of said city, will be received until 5 o'clock P. M. of the 10th May, 1920.

The said tenders shall be considered by the council, at the earliest possible.

Each tender must be accompanied by a cheque for four hundred dollars (\$400.00) and specify whether the price offered does or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery.

The lowest or any tender not necessarily accepted.

The tenders must be addressed to the clerk of the city of Rivière-du-Loup, and marked-"Tenders for bonds".

By order,  
1590 Clerk of the city of Rivière-du-Loup,  
E. TALBOT,

PROVINCE DE QUEBEC—VILLE LASALLE PROVINCE of QUEBEC—TOWN of LASALLE

Avis public est par le présent donné que la ville Lasalle, près Montréal, demande des soumissions écrites pour la vente de ses débetures au montant de \$140,000 00, datée du 1er mai 1920, remboursables le 1er mai 1925; intérêts 6% par an payables semi-annuellement. Capital et intérêts payables à Montréal.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de chacune d'elles, et spécifier si l'offre est faite avec les intérêts accrus ou non;

Les soumissions devront être déposées au bureau du secrétaire-trésorier, le 12 mai 1920, avant 5 heures P. M., et le conseil en prendra connaissance à une séance publique le 12 mai 1920, à 8 heures P. M., ou aux ajournements de cette séance.

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Donné à Lasalle, ce 20 avril 1920.

Le secrétaire-trésorier,

FREDERIC LAFLEUR, sr.

Ville Lasalle, P. Q. 1591

Public notice is hereby given that the town of Lasalle, near Montreal, asks for written tenders for the sale of its debentures amounting to \$140,000.00, dated the first May, 1920, redeemable on the first May, 1925; 6% interest per annum payable semi-annually. Capital and interest payable at Montreal.

The tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of each tender and specify whether the offer does or does not include accrued interests.

The tenders must be deposited at the office of the secretary treasurer, on the 12th May, 1920, before 5 o'clock P. M., and the council will consider them at a public sitting on the 12th May, 1920, at 8 o'clock P. M., or at the adjournments of said sitting.

The lowest or any tender not necessarily accepted.

Given at Lasalle, this 20th April, 1920.

FREDERIC LAFLEUR, sr,  
Secretary Treasurer.

Tow of Lasalle, P. Q. 1592

Vente par encan

CANADIAN EXPRESS CO., MONTREAL.

A VIS.

Le 4 mai 1920, à Montréal, les compagnies Canadian et American Railway Express vendront tous effets non réclamés détenus jusqu'au 1er mars 1919, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la "Canadian Express Company",  
A. J. SEATON.  
Montréal, Qué. 1277—14-6

Auction Sale

CANADIAN EXPRESS CO., MONTREAL.

NOTICE.

On 4th May, 1920, at Montreal, the Canadian and American Railway Express Companies will sell all unclaimed shipments, which have been on hand since previous to 1st March, 1919, in their respective divisions.

A. J. SEATON,  
Superintendent  
Canadian Express Company.  
Montreal, Que. 1278—14-6

Ventes par licitation

Avis public de la vente par licitation en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-troisième jour de février dernier (1920), dans une cause dans laquelle Dame Regina Majeau, des cité et district de Montréal, veuve de Henri-Louis Auclair, en son vivant ingénieur civil, du même lieu, est demanderesse; et Rodrigue Auclair, employé civil, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Jeanne, Juliette, Louis-Philippe et Lucien Auclair, tous quatre enfants mineurs issus du mariage de la demanderesse avec ledit feu Henri-L. Auclair est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, connu et désigné sous le numéro cent trente deux A (132-A) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Vincent de Paul—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Un emplacement situé en ladite paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, connu et désigné sous le numéro cent trente de la redivision du lot cent trente-cinq (135-130) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Vincent-de-

Sales by licitation

Public notice of the sale by licitation under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty third day of February last (1920), in a cause wherein Dame Regina Majeau, of the city and district of Montreal widow of Henri Louis Auclair, in his lifetime civil engineer, of the same place, is plaintiff; and Rodrigue Auclair, civil employee, of the city of Montreal, in his quality of tutor *ad hoc* to Jeanne, Juliette, Louis Philippe and Lucien Auclair, all four minor children issued of the marriage of the defendant with the said late Henri L. Auclair, is defendant, ordering the licitation of the immoveables designated as follows, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, known and designated under the number one hundred and thirty two-A (132-A) of the official plan and book of reference of said parish of Saint-Vincent-de-Paul—with a house and other buildings thereon erected

2. An emplacement situate in said parish of Saint-Vincent-de-Paul, known and designated under the number one hundred and thirty of the redivision of the lot one hundred and thirty five (135-130), on the official plan and book of refer-

Paul—avec une maison et autres bâtisses y érigées ;

3. Un emplacement situé en ladite paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, connu sous le numéro cent trente et un de la redivision du lot cent trente-cinq (135-131) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval—avec une maison et autres bâtisses y érigées ;

4. Les lots de terre vacants connus et désignés comme étant :

(a) Les lots numéros dix-sept et trente et un de la subdivision du lot cent trente-cinq (135-17 et 31) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul ;

(b) Les lots numéros huit, vingt-deux et vingt-trois de la subdivision du lot cent trente-six (136-8, 22 et 23) desdits plan et livre de renvoi officiels susdits ;

(c) Les lots soixante-un, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-sept, soixante-huit, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-treize, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent vingt-deux, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-sept, cent trente-quatre, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre et cent cinquante-cinq de la redivision officielle du lot cent trente-cinq desdits plan et livre de renvoi officiels ;

(d) Les lots vingt-cinq, vingt-huit, vingt-neuf de la redivision du lot cent trente-six (136-25, 28 et 29) aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

Les immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-SIX MAI prochain 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Montréal, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 16 avril 1920.

Les procureurs de la demanderesse,

ST-JACQUES, FILION, HOULE  
1549—17-2 & LAMOTHE.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 6504.

Avis public est par les présentes donné que par et en vertu du jugement de la Cour supérieure, dans le district de Richelieu, siégeant à Sorel, le 9 avril 1920, dans une cause dans laquelle Louis Lauzière, commerçant, du village de Saint-François-du-Lac, dans le district de Richelieu, est le demandeur ; et Léon Lauzière

ence of said parish of Saint-Vincent-de-Paul—with a house and other buildings thereon erected.

3. An emplacement situate in said parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, known under the number one hundred and thirty one of the redivision of the lot one hundred and thirty five (135-131) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Vincent-de-Paul—county of Laval—with a house and other buildings thereon erected ;

4. The lots of vacant land known and designated as being :

(a) The lots numbers seventeen and thirty one of the subdivision of the lot one hundred and thirty five (135-17 and 31) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Vincent-de-Paul ;

(b) The lots numbers eight, twenty two and twenty three of the subdivision of the lot one hundred and thirty six (136-8, 22 and 23) of said official plan and book of reference aforesaid ;

(c) The lots sixty one, sixty four, sixty five, sixty seven, sixty eight, eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six, eighty seven, eighty eight, eighty nine, ninety, ninety one, ninety three, one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and twenty two, one hundred and twenty four, one hundred and twenty five, one hundred and twenty seven, one hundred and thirty four, one hundred and thirty nine, one hundred and forty, one hundred and forty one, one hundred and forty two, one hundred and forty three, one hundred and forty four and one hundred and forty five of the official redivision of the lot one hundred and thirty five of said official plan and book of reference ;

(d) The lots twenty five, twenty eight, twenty nine of the redivisions of the lot one hundred and thirty six (136-25 28 and 29) on the aforesaid official plan and book of reference.

The immoveables above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1920, sitting the Court, in the Court room of the Court House, at Montreal, subject of the charges clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing to file such oppositions within the delays hereby limited, the parties will be foreclosed from doing so.

Montreal, 16th April, 1920.

ST-JACQUES, FILION, HOULE  
& LAMOTHE,  
Attorneys for plaintiff.

1550—17-2

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6504.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, in the district of Richelieu, sitting at Sorel, on the 9th April, 1920, in a cause wherein Louis Lauzière, trader, of the village of Saint-François-du-Lac, in the district of Richelieu, is plaintiff ; and Léon Lauzière and Emmanuel

et Emmanuel Lauzière, tous deux journaliers, des cité et district de Montréal ; Richard Lauzière, de lieux inconnus, Hélène Lauzière, épouse de Léopold Gélinas, de Lowell, dans l'état du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Léopold Gélinas pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Rosaline Lauzière, épouse de Philippe Faucher, de Lawrence, dans l'état du Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Philippe Faucher pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs ; ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir : une terre—avec bâtisses dessus construites, située dans la paroisse de Saint-François-du-Lac et portant le No 422 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-du-Lac.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUIT MAI 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice, à Sorel, à DIX heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Lauzière, both laborers, of the city and district of Montreal ; Richard Lauzière, of parts unknown, Helene Lauzière, wife of Leopold Gelinias, of Lowell, in the State of Massachusetts, United States of America, and the said Leopold Gelinias to authorize his wife for the purposes hereof, Rosaline Lauzière, wife of Philippe Faucher, of Lawrence, in the State of Massachusetts, United States of America, and the said Philippe Faucher to authorize his said wife for the purposes hereof, are defendants ; ordering the licitation of the following immoveable, to wit : a farm with the buildings thereon erected, situate in the parish of Saint-François-du-Lac.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of MAY, 1920, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Sorel, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

Sorel, 12 avril 1920.

Le procureur du demandeur,  
1531 ADOLPHE ALLARD.

Sorel, 12th April, 1920.

ADOLPHE ALLARD,  
1532 Attorney for plaintiff.

### Vente pour taxes municipales

### Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE LÉVIS.

MUNICIPALITY OF THE CITY OF LEVIS.

Avis public est par les présentes donné par Lionel Lemieux, soussigné, greffier de la cité de Lévis, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel-de-ville, en ladite cité de Lévis, LUNDI, le DIXIEME jour du mois de MAI prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales dues à ladite municipalité de la cité de Lévis, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

Public notice is hereby given by Lionel Lemieux, undersigned, clerk of the city of Levis, that the real estates hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the office of the Council, at the City Hall, in the said city of Levis, on MONDAY, the TENTH day of the month of MAY next (1920), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal taxes due to the said municipality of the city of Levis, upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit :

CITÉ DE LÉVIS

CITY OF LEVIS.

1. Comme appartenant à Francis Bégin : les lots Nos 810 et 811 du cadastre officiel du quartier Notre-Dame.

1. As belonging to Francis Begin : the lots Nos 810 et 811 of the official cadastre of Notre-Dame ward.

Montant dû sur le lot No 810 ci-dessus... \$ 7.29

Amount due on the lot No. 810 above described..... \$7.29

Montant dû sur le lot No 811 ci-dessus... 7.28

Amount due on the lot No. 811 above described..... 7.28

2. Comme appartenant à Hervé Charest : le lot No 235-32 du cadastre officiel du quartier Notre-Dame.

2. As belonging to Herve Charest : the lot No. 235-32 of the official cadastre of Notre-Dame ward.

Montant du.....\$10.13

Amount due.....\$10.13

3. Comme appartenant à Joseph Côté : le lot No 235-75 du cadastre officiel du quartier Notre-Dame.	3. As belonging to Joseph Côté : the lot No. 235-75 of the official cadastre of Notre-Dame ward.
Montant dû.....\$ 9.13	Amount due.....\$9.13
4. Inconnu : le lot No 13 du cadastre officiel du quartier Lauzon.	4. Unknown : the lot No 13 of the official cadastre of Lauzon ward.
Montant dû.....\$ 3.70	Amount due.....\$3.70
5. Comme appartenant à Godfroi Begin : les lots Nos 376 et 377 du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent.	5. As belonging to Godfroi Begin : the lots Nos. 376 and 377 of the official cadastre of Saint-Lawrence ward.
Montant dû sur le lot No 376 ci-dessus.. \$ 5.76	Amount due on the lot No. 376 above described.....\$5.76
Montant dû sur le lot No 377 ci-dessus.. 5.76	Amount due on the lot No. 377 above described..... 5.76
6. Comme appartenant à Joseph Bourassa, ès-qualité : le lot No 485 du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent.	6. As belonging to Joseph Bourassa, ès-quality : the lot No. 485 of the official cadastre of Saint-Lawrence ward.
Montant dû.....\$11.09	Amount due.....\$11.29
7. Comme appartenant à François Hallé : le lot No 433 du cadastre officiel du quartier Saint-Laurent.	7. As belonging to François Hallé : the lot No. 433 of the official cadastre of Saint-Lawrence ward.
Montant dû.....\$15.54	Amount due.....\$15.54
Donné à Lévis, ce 20 avril 1920. Le greffier de la cité de Lévis, 1579—17-2 LIONEL LEMIEUX.	Given at Levis, this 20th April, 1920. LIONEL LEMIEUX, 1580—17-2 Clerk of the city of Levis.

## VENTE PAR LE SHÉRIF CHICOUTIMI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### FIERI FACIAS.

*Cour supérieure.*

Chicoutimi, } ELIE TREMBLAY ; vs  
No 6219. } LOUIS TREMBLAY-  
ONESIME, de Chicoutimi.

Comme appartenant au défendeur :

Un lopin de terre ou emplacement formé du lot numéro cinq cent trente et un-huit (531-8) de la division actuelle du lot numéro cinq cent trente et un au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain mesure environ quarante-cinq pieds de largeur du sud-ouest au nord-est sur environ soixante pieds de profondeur du nord-ouest au sud-est, et est borné en front au nord-ouest par une rue portant le numéro cadastral cinq cent trente et un-cinq, vers le nord-est par le terrain de Ludger Lavoie et Stanislas Bélanger, vers le sud par le terrain de la Cie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, et vers le nord-ouest par le numéro cinq cent trente et un-neuf—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1920, à DIX heures du matin.  
Bureau du shérif.

Chicoutimi, 14 avril 1920.

1541—17-2

Le shérif,  
L. ALAIN.  
(Première publication, 24 avril 1920).

## SHERIFF'S SALE CHICOUTIMI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### FIERI FACIAS.

*Superior Court.*

Chicoutimi, } ELIE TREMBLAY ; vs  
No. 6219. } LOUIS TREMBLAY-  
ONESIME, of Chicoutimi.

As belonging to the defendant.

A parcel of land or emplacement formed of the lot number five hundred and thirty one-eight (531-8) of the actual division of the lot number five hundred and thirty one on the official cadastre of the town of Chicoutimi, which lot of land measures about forty five feet in width from the southwest to the northeast by about sixty feet in depth from the northwest to the southeast, and is bounded in front to the northwest by a street bearing the cadastral number five hundred and thirty one-five, on the northeast by the land of Ludger Lavoie and Stanislas Bélanger, on the south by the land of the Quebec and Lake St. John Railway Co., and on the northwest by the number five hundred and thirty one-nine—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House, at Chicoutimi, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.  
Sheriff's office.

Chicoutimi, 14th April, 1920.

1542—17-2

L. ALAIN,  
Sheriff.  
(First publication, 24th April, 1920).

## HULL

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Hull.*

Hull, à savoir : } JOSEPH FOURNIER, demandeur, contre J.-F. NADON, défendeur, à savoir :

Un terrain ou emplacement dans les cité et district de Hull, étant connu et désigné comme le lot six cent soixante-quatre (664) du quartier trois de la cité de Hull, tel que le tout est actuellement —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Hull, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C. M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 29 mars 1920.

1325—14-2

[Première publication, 3 avril 1920].

## HULL

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Hull.*

Hull, to wit : } JOSEPH FOURNIER, plaintiff, No. 5211. } tiff; against J. F. NADON, defendant, to wit :

A lot of land or emplacement in the city and district of Hull, being known and designated as the lot six hundred and sixty four (664) of ward three of the city of Hull, as the whole actually is— with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

Hull, 29th March, 1920.

C. M. WRIGHT,

Sheriff.

1326—14-2

[First publication, 3rd April, 1920].

## KAMOURASKA

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Québec.*

Rivière-du-Loup, à savoir : } A. VALLÉE, marchand, de Cochrane, Ontario, demandeur ; contre AUGUSTE LEVESQUE, de Saint-Pacôme, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur :

Un emplacement situé au quatrième rang de la paroisse de Saint-Pacôme, contenant trois-quarts d'arpent en superficie plus ou moins ; borné au nord, au sud et à l'ouest à Charles Ouellet, au nord-est au chemin public, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour ladite paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, sous le numéro quatre cent soixante-quinze (No 475)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances :

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pacôme, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 20 avril 1920. 1593—17-2

Le shérif,

1593—17-2

J.-O. GIRARD.

[Première publication, 24 avril 1920].

## KAMOURASKA

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Quebec.*

Rivière-du-Loup, to wit : } A. VALLÉE, merchant, of Cochrane, Ontario, plaintiff ; against AUGUSTE LEVESQUE, of Saint-Pacôme, defendant.

As bonging to the said defendant :

An emplacement situate in the fourth range of the parish of Saint-Pacôme, containing three quarters of an arpent in area, more or less ; bounded on the north, south and west by Charles Ouellet, on the northeast by the public road, forming part of the lot of land known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the said parish of Saint-Pacôme, county of Kamouraska, under the number four hundred and seventy five (475)—with building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Pacôme, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 20th April, 1920.

J. O. GIRARD,

1594—17-2

Sheriff.

[First publication, 24th April, 1920].

## MONTRÉAL

## MANDAT DE CURATEUR.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir : } ZEPHIRIN DESORMEAU, failli ; et JOSEPH-E. LAGUE, syndic.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

La moitié indivise de trois emplacements connus sous les numéros un, D et trois de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et un (Nos. 1361-1, D.3) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Poupart. Le lot numéro trois de la subdivision dudit lot

## MONTREAL

## CURATOR'S WARRANT.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ZEPHIRIN DESORMEAU, insolvent ; and JOSEPH E. LAGUE, trustee.

The undivided half of three emplacements known under the numbers one, D and three of the subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty one (Nos. 1361-1, D, 3) on the official plan and book of reference of Saint-Mary's ward, in the city of Montreal, fronting on Poupart street. The lot number three of the

treize cent soixante et un (No 1361-3) a quarante pieds de front par quatorze pieds six pouces dans une ligne, et vingt-trois pieds dans l'autre ligne; le numéro D de ladite subdivision a trente pieds de front par vingt-trois pieds dans une ligne et trente pieds dans l'autre ligne; le lot numéro un de ladite subdivision a trente-sept pieds un pouce et demi de front par quarante pieds dans une ligne et quarante-neuf pieds dans l'autre ligne, le tout sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.  
Bureau du shérif.

Montréal, 21 avril 1920.

Le shérif,

1617—17-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 24 avril 1920.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: JOSEPH DOSITHEE No 1191. LEGAULT, demandeur; vs WILLIAM McARDLE, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Lachine, ayant front sur la ci-devant Deuxième avenue, maintenant Première avenue, connu et désigné sous le numéro deux cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent seize (916-211), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Bureau du shérif.

Montréal, 21 avril 1920.

Le shérif,

1619—17-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 24 avril 1920.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: EDOUARD LEFEBRE No 3235. VRE DE BELLE-FEUILLE, demandeur; vs ZACHARIE HEROUX, défendeur, et GEO.-L. L'HEUREUX, curateur au délaissement.

Un lopin de terre de forme irrégulière située dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier sous le numéro sept cent quarante-trois (partie du lot No 743) et comprise, ladite partie de lot, dans les limites suivantes, à savoir: borné en front par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle commune large de trente pieds, au côté nord-ouest partie par la rue Ontario et partie par le lot numéro sept cent quarante-quatre (le lot No 744) desdits plan et livre de renvoi, et du côté sud-est par l'autre partie ou portion sud-est dudit lot numéro sept cent quarante-trois (partie du lot No 743);

Ladite partie de lot contenant les mesures suivantes, à savoir: à partir de l'intersection de la limite sud-ouest dudit lot numéro sept cent quarante-trois avec le côté sud-est de la rue Ontario, et sur ledit côté une distance de quarante-neuf pieds et quatre pouces (49 p. 4 pouces), de là à angle droit jusqu'audit côté de la rue Ontario, une distance de vingt-sept pieds et trois pouces (27 pds 3 pouces); de là, vers la rue Saint-Denis, et à angle droit avec icelle, une distance de cent vingt-cinq pieds et cinq pouces (125 pds 5 pouces), de là, le long du côté sud-ouest de ladite rue Saint-Denis, une distance de vingt-cinq pieds (25

subdivision of the said lot thirteen hundred and sixty one (No. 1361-3) has forty feet frontage by fourteen feet six inches in one line and twenty three feet in the other line; the number D of the said subdivision has thirty feet frontage by twenty three feet in one line, and thirty feet in the other line; the lot number one of the said subdivision has thirty seven feet one inch and a half frontage by forty feet in one line and forty nine feet in the other line—the whole without building.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.  
Sheriff's office.

Montreal, 21st April, 1920.

L. J. LEMIEUX,

1618—17-2

Sheriff.

[First publication, 24th April, 1920.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: JOSEPH DOSITHEE No. 1191. LEGAULT, plaintiff; vs WILLIAM McARDLE, defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Lachine, fronting on the former Second avenue, now First avenue, known and designated under the number two hundred and eleven of the official subdivision of original lot nine hundred and sixteen (916-211) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TWELVE o'clock NOON.

Sheriff's office.

Montreal, 21st April, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

1620—17-2

Sheriff.

[First publication, 24th April, 1920.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: EDOUARD LEFEBRE No. 3235. VRE DE BELLE-FEUILLE, plaintiff; vs ZACHARIE HEROUX, defendant, and GEO. L. L'HEUREUX, curator to the surrender of property.

A certain parcel of land of an irregular form situate in the Saint-Louis ward, of the city of Montreal, being the northwest part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of the said ward as number seven hundred and forty-three (part of lot No 743) and contained, said part of lot, within the following limits, namely: bounded in front by Saint-Denis street, in rear by a common lane thirty feet wide on the north west side partly by Ontario street and partly by lot number seven hundred and forty-four (lot No. 774) of said plan and book or reference, and on the south-east side by the other part or south east portion of the said lot number seven hundred and forty-three (part of lot No. 743);

The said part of lot containing the following measures, to wit: commencing at the intersection of the south western limit of said lot number seven hundred and forty-three with the south eastern side of Ontario street and along the said side, a distance of forty-nine feet and four inches (49 f 4 inch.); thence at right angle to the said side of Ontario street; a distance of twenty-seven feet and three inches (27 f. 3 inch.); thence, towards Saint-Denis street, and at right angle to it a distance of one hundred and twenty-five feet and five inches (125 f. 5 inch.); thence, along the south western side of said Saint-Denis

pieds); de là à angle droit avec ladite rue Saint-Denis, une distance de cent quarante-sept pieds et neuf pouces (147 pds 9 pouces); de là vers ladite rue Ontario et à angle droit avec icelle, une distance de dix pieds et six pouces (10 pds 6 pcs); de là vers ladite limite sud-ouest dudit lot numéro sept cent quarante-trois et à angle droit avec icelle, une distance de vingt pieds (20 pieds); de là en suivant ladite limite sud-ouest dudit lot numéro sept cent quarante-trois jusqu'au point de départ, une distance de trente-trois pieds et trois pouces (33 pds 3 pouces), mesurant en superficie cinq mille cent douze pieds (5112 p. e.), le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins et tel qu'il appert au plan dressé par J.-P.-B. Casgrain, arpenteur juré de Montréal, en date du six octobre mil neuf cent quatre-vingt-seize, et joint à l'original de l'acte de vente consenti par James M. Douglas, passé devant P.-C. Lacasse, notaire, le dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf (1899) et enregistré à Montréal-Est sous le No 48245 — avec la maison en brique et pierre à deux étages ayant front sur la rue Saint-Denis ainsi qu'une maison de brique à trois étages ayant front sur la rue Ontario et l'usage de ladite ruelle en commun avec toute personne y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$300.00 sera exigé de tout enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, en date du 27 mars 1920.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.  
Montréal, 30 mars 1920. 1307—14-2  
[Première publication, 3 avril 1920.]

street a distance of twenty-five feet (25 feet); thence, at right angle to the said Saint-Denis street, a distance of one hundred and forty-seven feet and nine inches (147 f. 9 inch.); thence towards the said Ontario street and at right angle to it, a distance of ten feet and six inches (10 f. 6 inches); thence towards the said south western limit of said lot number seven hundred and forty-three and at right angle to it, a distance of twenty feet (20 feet); thence along the said south western limit of said lot number seven hundred and forty three to the place of beginning, a distance of thirty-three feet and three inches (33 f. 3 inch.); containing in area five thousand one hundred and twelve feet (5112 sq. f.) the whole, English measure, and more or less and as appears by a plan made by J. P. B. Casgrain, sworn land surveyor of Montreal, bearing date the sixth of October, eighteen hundred and ninety-six, and annexed to the original deed of sale granted by James M. Douglas, passed before P. C. Lacasse, notary, the eighteen th of April, one thousand eight hundred and ninety-nine (1899) and registered at Montreal East under No. 48245—with two story brick and stone house fronting on Saint-Denis street and a three story brick house fronting on Ontario street, and with the use of the said lane in common with every person who may have right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$300.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 27th March, 1920.

Sheriff's office.  
Montreal, 30th March, 1920.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.  
1308—14-2  
[First publication, 3rd April, 1920.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } YVON LAMARRE,  
No 3501. } demandeur; vs  
OSCAR BERTHIAUME, défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le No 237 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, contenant deux arpents de largeur sur dix arpents de profondeur, formant vingt arpents en superficie; borné en front par les terres du Rang des Vingts, en profondeur par le No 171, d'un côté par le No 236 et par le No 171, et de l'autre côté par les Nos 238 et 240;

2. Un lot de terre connu et désigné comme étant le No 46 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, comté de Chambly, contenant un arpent de largeur sur 7 arpents de profondeur, formant une superficie de 7 arpents; borné en front par les Nos 44 et 45, en arrière par le No 171, d'un côté par le No 43 et de l'autre côté par le No 48;

3. Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, connue et désignée sous les Nos 128, 358 et 359 aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Bruno; bornée en front par le chemin public—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } YVON LAMARRE,  
No. 3501. } plaintiff: vs OSCAR  
BERTHIAUME, defendant.

1. A lot of land known and designated as being the No. 237 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Bruno, county of Chambly, containing two arpents in width by ten arpents in depth, forming twenty arpents in superficies; bounded in front by the lands of the Range des VINGTS, in depth by the No. 171, on one side by the No. 236 and by the No. 171, and on the other side by the Nos. 238 and 240;

2. A lot of land known and designated as being the No. 46 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Bruno, county of Chambly, containing one arpent in width by seven arpents in depth, forming a superficies of 7 arpents; bounded in front by the Nos. 44 and 45, in rear by the No. 171, on one side by the No. 43, and on the other side by the No. 48;

3. A land situate in the parish of Saint-Bruno, in the district of Montreal, known and designated under the Nos. 128, 358 and 359 on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Bruno; bounded in front by the public road—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

siale de la paroisse de Saint-Bruno, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin. Bureau du shérif.

Montréal, 30 mars 1920.

Le shérif,

1299—14-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 3 avril 1920..]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ERNEST LAPORTE, No 502. } demandeur ; contre LA COMPAGNIE ST. LAWRENCE VIEW PROPERTIES, INCORPORATED, corps politique et incorporé non-enregistré ayant son principal siège d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Une terre située en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, connue comme étant le lot numéro deux cent vingt-cinq (225) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant environ six arpents de largeur par toute la profondeur que peut avoir ladite terre contenant environ cent vingt (120) arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure exacte ; bornée en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par les terres de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent vingt-quatre (224) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et du côté nord-est par le lot numéro deux cent vingt-six (226) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles ; à déduire ce que vendu à la compagnie de chemin de fer Châteauguay et Nord—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Montréal, 30 mars 1920.

Le shérif,

1301—14-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 3 avril 1920.]

## SAINT-FRANÇOIS

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } JAMES MORRILL, No 759. } contracteur, du vil-

lage d'Asbestos, dans le district de Saint-François, demandeur ; contre MELVIN MORRILL, du village d'Asbestos, dans le district de Saint-François, NORTON MORRILL, de la ville de Vancouver, dans la province de la Colombie-Anglaise, NORRIS MORRILL, absent de cette province et d'endroit inconnus, et LYMAN MORRILL, cultivateur, du canton de Shipton, en sa qualité de tuteur à Lila Morrill, enfant mineure de feu Elpheus Morrill et Florence Neil, de Saint-Joseph-Island, dans la province d'Ontario, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs :

1. Un certain lot situé dans le village d'Asbestos, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Asbestos, comme étant le lot numéro quatre-vingt-trois (83) ;

2. Un certain terrain de forme irrégulière ; borné en front, au nord, partie par la rue Laurier et partie par l'extrémité sud des lots Nos 52 et 51-1, en arrière par la rue Panneton, d'un côté,

parish of Saint-Bruno, on the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Montreal, 30th March, 1920.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

1300—14-2

[First publication, 3rd April, 1920.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ERNEST LAPORTE, No. 502. } plaintiff ; against the company ST. LAWRENCE VIEWS, INCORPORATED, a body politic and corporate, unregistered, having its head office in the city and district of Montreal, defendant.

A land situate in the parish of Pointe-aux-Trembles, known as being the lot number two hundred and twenty five (225) on the official plan and book of reference of said parish of Pointe-aux-Trembles, measuring about six arpents in width by the whole depth of said land and containing about one hundred and twenty (120) arpents, more or less, without warranty as to precise measurements ; bounded in front by the river St. Lawrence, in rear by the lands of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, on the northwest side by the lot number two hundred and twenty four (224) on the official plan and book of reference of the said parish of Pointe-aux-Trembles, and on the northeast side by the lot number two hundred and twenty six (226) on the official plan and book of reference of said parish of Pointe-aux-Trembles ; to be deducted therefrom the part sold to the "Compagnie de chemin de fer Châteauguay & Nord"—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of the MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 30th March, 1920.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

1302—14-2

[First publication, 3rd April, 1920.]

## SAINT FRANCIS

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } JAMES MORRILL, No. 759. } contractor, of the

village of Asbestos, in the district of Saint Francis, plaintiff ; against MELVIN MORRILL, of the village of Asbestos, in the district of Saint Francis, NORTON MORRILL, of the city of Vancouver, in the Province of British Columbia, NORRIS MORRILL, absentee from the Province and of parts unknown, and LYMAN MORRILL, farmer, of the township of Shipton, in his quality of tutor to Lila Morrill, minor child of the late Elpheus Morrill and Florence Neil, of Saint-Joseph Island, in the Province of Ontario, defendants.

Seized as belonging to the said defendants :

1. A certain lot situate in the village of Asbestos, known and designated on the official plan and book of reference for the village of Asbestos, as being the lot number eighty three (83) ;

2. A certain lot of land of irregular outline ; bounded in front to the north, partly by Laurier street and partly by the southern extremity of the lots Nos 52 and 51-1, in the rear by Panneton

à l'est, partie par le côté ouest du lot No. 52 et partie par le terrain de M. Noé Prince, détaché du lot No 53, et de l'autre côté, à l'ouest, partie par le lot No 83 et partie par le lot 46-1 ; ce terrain est maintenant connu et désigné au cadastre officiel pour le village d'Asbestos comme faisant partie du lot numéro cinquante-trois (pte 53)—avec bâtisses construites sur lesdits lots.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

1595—17-2

C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 24 avril 1920].

street, on one side to the east, partly by the west side of the lot No. 52 and partly by the land of Noé Prince, detached from the lot No. 53, and on the other side to the west partly by the lot No. 83 and partly by the lot 46-1 ; the said lot of land is now known and designated on the official cadastre for the village of Asbestos as forming part of the lot number fifty three (pt. 53)—with buildings erected on the said lots.

To be sold at the registry office of the county of Richmond in the town of Richmond, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of MAY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff.

1596—17-2

[First publication, 24th April, 1920].

## SAINT-HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } MICHEL MES-  
No 4157. } SIER, de-  
mandeur reconventionnel ; contre JOSEPH-RO-  
DOLPHE CARREAU, défendeur reconvention-  
nel ; et H.-M. HANDFIELD & HANDFIELD,  
avocats distrayants.

Comme appartenant audit défendeur, J.-R. Carreau :

Un terrain sis et situé au village de Richelieu, sur la rue Yule, mesurant environ vingt-huit pieds de largeur sur environ quatre-vingts pieds de profondeur, formant partie du lot numéro vingt-huit (28) aux plan et livre de renvoi officiels du dit village—avec maison en brique et autres bâtisses y érigées; lequel terrain borné en front, au sud, par la rue Yule, en profondeur, au nord, par le terrain d'Alphonse Lussier, du côté est par la rue Sir George-Etienne Cartier, et de l'autre côté, à l'ouest, par le résidu dudit lot numéro vngt-huit, appartenant à Napoléon Massé.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Richelieu, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 19 avril 1920.

Le shérif,

1581—17-2

JOS.-L. CORMIER

[Première publication, 24 avril 1920].

## SAINT HYACINTHE

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint-Hyacinthe, to wit : } MICHEL MES-  
No. 4157. } SIER, plain-  
tiff ; against JOSEPH RODOLPHE CARREAU,  
cross defendant ; and HANDFIELD & HAND-  
FIELD, advocates distrayants.

As belonging to said defendant, J.-R. Carreau :

A piece of ground situated in the village of Richelieu, on the Yule street, measuring about twenty-eight feet in width by about eighty feet in depth, forming a part of lot number twenty eight (p. 28) on the official plan and book of reference of said village—with a brick house and other buildings thereon erected ; said piece of ground bounded in front, on the south side, by the Yule street, in depth, on the north side by the ground of Alphonse Lussier, on the east side by the Sir George-Etienne Cartier street, and on the west side by the residue of said lot number twenty eight, belonging to Napoléon Massé.

To be sold at the church door of the village of Richelieu, on the TWENTY FIFTH day of MAY next (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Saint-Hyacinthe, 19th April, 1920.

JOS L. CORMIER,

1582—17-2

Sheriff.

[First publication, 24th April, 1920].

## Lettres patentes

### "Victoriaville Furniture, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1920, constituant en corporation : F.-Canac Marquis, manufacturier ; Rodolphe-Canac Marquis, surintendant ; Téléphore Martin, Georges Cantin et J.-Arthur LaRue, comptables, tous de Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, faire le commerce, acheter et vendre soit pour elle ou comme agent des meubles de maisons et tous autres objets en bois ou en métal ;

## Letters patent

### "Victoriaville Furniture, Limited".

Public notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1920, incorporating : F.-Canac Marquis, manufacturer ; Rodolphe-Canac Marquis, superintendent ; Téléphore Martin, Georges Cantin and J.-Arthur LaRue, accountants, all of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, deal in, buy and sell either for itself or as agent household furniture and any other wooden or metal articles ;

Acquérir, posséder et vendre des machines, installations, limites à bois, moulins, inventions, entreprises, brevets, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats et autres droits qui peuvent être avantageux ou utiles à l'exercice de l'industrie et du commerce de la compagnie ;

Acheter les propriétés, les machineries, les marchandises, en un mot tous les actifs de "The Victoriaville Furniture Company Limited", incluant l'achalandage et assumer tout ou en partie de ses passifs, donnant en paiement des actions entièrement libérées, dans le but de continuer et de développer ses opérations ;

Acheter et vendre les actions, obligations et débetures de d'autres compagnies ;

Acquérir des entreprises similaires et leur clientèle ;

Aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie ;

Emettre sous son sceau, des certificats au porteur (share warrant) pour ses actions entièrement acquittées, suivant les dispositions de l'article 5991 B de la Loi des Compagnies de Québec, 1920, sous le nom de "Victoriaville Furniture Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1603 C.-J. SIMARD.

To acquire, own and sell machinery, equipment, timber limits, mills, inventions, undertakings, patents, properties, rights, privileges, leases, contracts and other rights which may be advantageous or useful for the carrying on of the trade and business of the company ;

To buy the property, machinery, goods, in a word all the assets of "The Victoriaville Furniture Company, Limited", including the goodwill and to take over the whole or part of its liabilities, giving in payment fully paid up shares, and to continue and develop its operations ;

To buy and sell shares, bonds and debentures of other companies ;

To acquire similar undertakings with their goodwill ;

To assist any organization created for the purpose of helping the employees of the company ;

To issue under its seal share warrants for its fully paid up shares, pursuant to the provisions of article 5991 B of the Quebec Companies' Act, 1920, under the name of "Victoriaville Furniture Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal office of the company, will be at Victoriaville, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1604 Assistant Provincial Secretary.

#### " The North End Social Club "

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1920 constituant en corporation : Richard-R. Alley, J.-B. Lucien Moraud et Arthur Savard avocats, de Québec, pour les fins suivantes :

Organiser un cercle of ses membres seront reçus, hébergés, se récréeront et s'amuseront ;

Tenir des salles de rafraichissements, des salles à manger, des salles d'amusements, des logements et d'autres commodités aux fins du club ;

Acquérir, en vertu d'aucun titre quelconque, détenir et aliéner aucune propriété mobilière et immobilière utile et accessoire aux objets du cercle généralement exercer aussi tous privilèges et pouvoirs relatifs à la propriété mobilière et immobilière d'aucune espèce ainsi qu'à l'acquisition et aliénation d'icelle, selon la loi des compagnies de Québec de 1920 ;

Adopter tous règlements nécessaires à la gestion du club, à la gouverne de ses membres, relativement au paiement et à la confiscation des actions, au versement des contributions, de même qu'à aucune matière concernant l'ordre, la discipline et parfaite régie du club ;

Organiser les distractions nécessaires pour amuser et récréer les membres du cercle ;

Obtenir une licence de club pour la vente des vins, bières et boissons enivrantes, aux termes des dispositions de la loi des licences de Québec et de ses amendements ou d'aucune législation future relative à la vente des boissons enivrantes ou autres, dans cette province ;

Sommairement, posséder tous pouvoirs conférés par la Loi des compagnies de Québec, 1920, et faire tous actes de la nature de ceux propres à

#### " The North End Social Club "

Notice is hereby given that under the Part I of the Quebec Companies, Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1920, incorporating : Richard Roche Alley, Lucien Moraud and Arthur Savard, lawyers, all of Quebec, for the following purposes :

To organize a club for lodging and receiving, and for the recreation and amusement of its members ;

To have refreshment rooms, dining rooms, entertainment halls, apartments and other accommodations for the purposes of the club ;

To acquire under any title whatsoever, hold or alienate any moveable or immoveable property useful or accessory for the purposes of the club, and generally to exercise all privileges and powers concerning the acquisition or alienation of moveable and immoveable property given by the Quebec Companies Act, 1920 ;

To make any by-law necessary for the management of the club and the guidance of its members, or relative to the payment and forfeiture of shares, the payment of contributions as well as any matter respecting the order, discipline and proper government of the club ;

To organize entertainments accessory to the amusement and entertainment of the members of the club ;

To obtain a club license for the sale of wines, beer and intoxicating liquors, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, or of any further amendment to said act, or of any future law concerning the sale of liquors, intoxicating or otherwise, in this Province ;

In a word, to have all the powers given by the Quebec Companies Act, 1920, and do any acts of a nature for attaining the hereabove purposes

réaliser les objets précités, sous le nom de "The North End Social Club", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1605 ALEXANDRE DESMEULES.

under the name of "The North End Social Club", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1606 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"British Empire Finance Corporation,  
Limited".**

Avís est donné au public, qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1920, constituant en corporation : Charles-Arthur Sara, financier, Gerald Stanley Sara, métallurgiste, Francis Joseph McGarigle, Eric John Hunter, Henry Schman, secrétaires, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Prendre, souscrire, acquérir par achat, échange ou par un autre titre légal, détenir comme propriétaire absolu, en garantie collatérale, ou autrement, échanger, vendre ou autrement aliéner des obligations, débetures et autres titres, du capital, des actions et autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune municipalité, corporation scolaire, bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle, autre compagnie, corporation, personne, association, nonobstant la section 5985 de la Loi des compagnies de Québec de 1920, aussi exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges y afférents ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner de la propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle ;

Acquérir et assumer, à titre d'affaire exploitée, le commerce d'aucune compagnie ou personne, l'activer, exploiter et améliorer, le vendre ou autrement en disposer ;

Promouvoir, organiser, développer ou gérer, aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, offrir aussi en souscription au public aucunes actions, parts, des bons, débetures, obligations, titres ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Généralement, agir comme agents ou procureurs, transiger aucunes affaires, administrer des successions, vendre de la propriété, places et percevoir des deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, billets, bons et autres valeurs ;

Assumer et exercer aucun autre commerce de même nature que semblera propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation ;

Périodiquement, solliciter, acheter et acquérir par cession, transfert ou autrement, aussi avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance de statuts, ordonnances, règlements, licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits, privilèges, qu'aucun gouvernement, aucune autorité suprême, municipale, locale, aucune corporation, ou aucun autre corps public peut édicter, faire ou accorder, employer aussi aucunes actions,

**"British Empire Finance Corporation,  
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1920, incorporating : Charles Arthur Sara, financier, Gerald Stanley Sara, metallurgist, Francis Joseph McGarigle, Eric John Hunter, Henry Leyman, secretaries, Montreal, for the following purposes :

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold absolutely as owner or by way of collateral security, or otherwise, to exchange, sell or otherwise dispose of bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stock, shares and other securities of any government, or municipal, or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation, or individual, or association, notwithstanding section 5985 of the Quebec Companies Act, 1920, and to exercise any and all the powers, rights and privileges in relation thereto ;

To buy or otherwise acquire, to hold and to sell or otherwise dispose of property, moveable or immoveable, real or personal ;

To acquire and take over as a going concern the business of any company or individual, to operate, work and improve the same, and to sell or otherwise dispose thereof ;

To promote, organise, develop or manage, or to assist in the promotion, organisation, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures, obligations, evidences of indebtedness or other securities of any other company or corporation ;

Generally to act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interest, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To undertake and carry on any other business of a like nature which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the objects for which this company is incorporated ;

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal, local or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock,

obligations et valeurs de la compagnie à en payer et solder les frais, charges et dépens nécessaires ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à profiter à la présente compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, et de l'entreprise corporatives pour le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront signification, pour et en son nom, d'aucune procédure ou action ;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre, avec aucune personne, société ou corporation exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir des actions et obligations d'aucune compagnie, les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

S'amalgammaer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation, acheter, louer, ou autrement acquérir aucun commerce semblable par sa nature et ses objets à aucun commerce de la présente compagnie ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser et payer des billets promissoires, lettres de change, mandats et autres instruments négociables ou cessibles ;

Acheter ou autrement acquérir, solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises ;

Emettre en échange d'aucune propriété acquise par la compagnie des actions, parts, bons, débetures, obligations, titres ou autres valeurs de la compagnie ;

Distribuer en espèces ou en nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucuns biens, droits ou titres de la corporation ;

Généralement exercer aucun autre commerce organisé ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement ou profitablement exercé en rapport avec le ci-haut, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables, faire aussi tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou approprié à l'accomplissement d'aucun des objets ou à la réalisation d'une ou de plusieurs des fins mentionnés aux présentes, ou se rattachant aux pouvoirs y énumérés, ou qui semblera en aucun temps approprié ou avantageux à la protection ou à l'avantage de la com-

bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem calculated to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired ;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To procure the company to be registered and recognised in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise to assist any person or company, and to take or otherwise, acquire shares and securities of any company or to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company, or to purchase, lease, or otherwise acquire, any business similar in character and objects to any of the business of this company ;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of invention, trade marks, processes, designs, licenses or franchises ;

To issue in exchange for any property acquired by the company, shares, stocks, bonds, debentures, obligations, evidences of indebtedness or other securities of the company ;

To distribute in specie or kind from time to time amongst the shareholders of the company any property, rights or assets of the company ;

Generally to carry on any other business whether organised or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently or profitably carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, and to do all and everything necessary suitable or convenient and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any one or more of the purposes herein enumerated or incidental to the powers herein named, or which shall at any time appear to be conducive to or expedient for the protection or benefit of the company, under

pagne, sous le nom de "British Empire Finance Corporation, Limited", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) parts de cent piastres, \$100.00 chacune.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,  
1607 ALEXANDRE DESMEULES.

**"The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1920, constituant en corporation Louis Belcourt, gérant de "The Bell Telephone Company", Jules-Louis LaRue, avocat et Alexandre Bastien, commerçant de fourrures, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants :

De faire l'élevage des bêtes sauvages et particulièrement des animaux à fourrures de toutes espèces et dans ce but d'acquérir par achat, bail, échange ou titre équivalent, des lopins de terre pour les convertir en parcs particuliers, acheter ou construire des bâtisses nécessaires pour l'élevage, la conservation et la garde de ces animaux ;

De construire ou d'acquérir à quelque titre que ce soit, des établissements ou ateliers, des machines et l'outillage nécessaire pour tanner, corroyer et soumettre à des procédés chimiques, les peaux de ces animaux et d'en faire un commerce d'importation et d'exportation, en gros et en détail ; d'agir comme agents commissionnaires de manufacturiers ou de négociants ;

De faire le commerce en gros et en détail de fourrures de toutes espèces ;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies, ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou société exerçant une industrie ou un commerce quelconque ;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, et pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants ;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie ; d'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, chaque telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres, sous le nom de "The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Ltd", avec capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril, 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1629 C.-J. SIMARD.

the name of "British Empire Finance Corporation, Limited" with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1608 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1920, incorporating : Louis Belcourt, manager of "The Bell Telephone Company", Jules Louis LaRue, advocate and Alexandre Bastien, fur trader, all three of the city of Quebec, for the following purposes :

To breed wild animals and particularly fur bearing animals of all kinds, and for that purpose to acquire by purchase, lease, exchange or equivalent title parcels of land to convert them into private parks, buy or erect the buildings necessary for the breeding, maintenance and keeping of such animals ;

To construct and acquire under any title whatever plants or shops, machinery and equipment necessary for tanning, currying and preparing by chemical processes, the hides of such animals and to import and export same, wholesale and retail ; to act as commission agents, for manufacturers and traders ;

To deal wholesale and retail in furs of all kinds ;

To invest the funds of the company, in whole or in part, in the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any person or firm carrying on any business or industry whatever ;

To pay for all services rendered to the company or required by it and for any acquisition of the company in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash ;

To borrow money upon the credit of the company ; to hypothecate or pledge the immovables or pledge the moveables of the company or do both to secure the payment of the bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the company's purposes ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, provided that no such bonds, debentures or other securities be for a less sum than one hundred dollars each, under the name of "The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Ltd." with a total capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1920.

C. J. SIMARD,  
1630 Assistant Provincial Secretary.

**"Desjardins & Matte Automobile Compagnie, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1920, constituant en corporation Josephat Desjardins, Alcide Matte, agents; Damien Leclair, agronome; Adrien Matte, employé civil, Sainte-Thérèse; Ariste Matte, prêtre, Saint-Jérôme, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer ou autrement disposer de toutes espèces d'automobiles;

D'exercer en gros et détail le commerce d'automobiles;

Construire et exploiter des garages, entrepôts et autres bâtisses se rattachant audit commerce;

Exercer tous autres commerces et industries se rattachant aux pouvoirs précités, et que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercés conjointement avec aucun des commerces précités;

Acquérir par achat, donation, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, entretenir et gérer des fabriques, ateliers, magasins, dépôts et entrepôts et autres structures et bâtisses nécessaires à son commerce et industrie ainsi que tous les autres biens meubles et immeubles nécessaires et utiles pour atteindre les fins de la compagnie, ou l'une ou plusieurs d'entr'elles, et les aliéner, les vendre ou les louer ou autrement en disposer;

Acheter, acquérir, posséder, détenir ou autrement faire le commerce et disposer des valeurs, actions, obligations ou débentures, parts d'aucune compagnie quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Acheter, vendre, réémettre les actions, débentures, obligations, et autres valeurs d'autres compagnies ou corporations et les payer totalement ou partiellement en espèces ou actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et gérer les affaires de toutes compagnies dont les valeurs sont ainsi détenues par la compagnie;

Avec le consentement des actionnaires, payer en actions acquittées ou en partie acquittées de la compagnie tous services en rapport avec la promotion, l'organisation et la mise en opération de la compagnie, de même que toutes propriétés foncières, personnelles, mobilières ou immobilières, ou mixtes, ou toute partie d'icelles ainsi que tous droits ou concessions achetées et requis par la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement aucun des biens de la compagnie parmi ses membres et en particulier les actions libérées, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou d'aucune autre compagnie, sous le nom de "Desjardins & Matte Automobile Compagnie, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Ste-Thérèse, district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1609 C.-J. SIMARD.

**"Desjardins & Matte Automobile Compagnie, Limitée".**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1920, incorporating: Josephat Desjardins, Alcide Matte, agents; Damien Leclair, agronomist; Adrien Matte, civil employee; Ste-Thérèse; Ariste Matte, priest, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To purchase, sell, lease or otherwise dispose of any kind of automobiles;

To deal wholesale and retail in automobiles;

To construct and exploit garages, warehouses and other buildings relating to the said business;

To carry on any other business and industry relating to the aforementioned powers and that the company may deem suitable to be advantageously carried on jointly with any of the aforementioned businesses;

To acquire by purchase, gift, exchange or other legal title, and construct, erect, maintain and manage factories, workshops, stores, depots and warehouses and other buildings and structures necessary for its business and industry and also any other moveable and immoveable property necessary and useful to attain the purposes of the company or one or more of them, and alienate sell, lease or otherwise dispose of same;

To purchase, acquire, hold, own or otherwise deal in and dispose of securities, stocks, bonds, debentures, shares of any company whatever whose objects are wholly or partly similar to those of the present company;

To purchase, sell, reissue the shares, bonds, debentures and other securities of other companies or corporations and pay for same wholly or partly in cash or shares, bonds, debentures or other securities of the company, and manage the business of any companies whose securities are thus held by the company;

With the consent of the shareholders to pay with paid up or partly paid up shares of the company for any services in connection with the formation, organization and operation of the company and also for any real, personal, moveable or immoveable property, or both, or any part thereof, and likewise for any rights or concessions purchased and required by the company;

To distribute in specie or otherwise any property of the company among its shareholders and particularly the paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company or of any other company, under the name of "Desjardins & Matte Automobile Compagnie, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the town of Sainte-Thérèse, district of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1610 Assistant Provincial Secretary.

**"Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd."**

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1920, constituant en corporation : Dame Sarah Goldberg, épouse séparée de biens de Philip Lazarus, tailleur, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée aux présentes par son dit mari ; Isaac Julius, industriel ; Harry David Routtenberg, Israël Routtenberg, Joseph Routtenberg, marchands, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter et vendre, importer et exporter, trafiquer et faire commerce de toutes les sortes de hardes pour hommes, de vêtements pour dames, du drap, du coton, des nouveautés, tweeds, étoffes à laine, tissus ou d'aucun autre article se rapportant directement ou indirectement au commerce susmentionné ;

Acheter, revendre, accepter, souscrire, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner, d'aucune manière, des actions, du capital ordinaire ou privilégié, des débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables aux objets de la présente corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Acquérir, assumer, louer et gérer aucune corporation, compagnie, firme ou société exerçant, au Canada ou ailleurs, aucun commerce connexe directement ou par dérivation au commerce ou à partie du commerce qu'exerce la Canadian Clothing Mfg. Co., Ltd., avec les valeurs, marques de commerce, plans, patentes, licences ainsi que l'achalandage se rattachant directement ou indirectement aux objets de la "Canadian Clothing Mfg. Co., Ltd.," et les payer le prix convenu soit en argent soit en actions entièrement libérées du capital de la compagnie constituée aux présentes, ou partie en argent et partie en actions libérées ;

Ouvrir et tenir des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, usines, agences privées, comptoirs de magasins à rayons ainsi que toutes les sortes d'établissements commerciaux ou pourra se faire le trafic de la compagnie ;

Prendre des agences pour aucune compagnie, corporation, société ou personne exerçant le commerce d'aucun genre connexe à aucune des fins de la présente compagnie ;

S'amalgamer avec aucune compagnie, société ou personne exerçant un commerce d'aucune façon semblable à celui de la présente compagnie ;

Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie à aucune corporation, société ou personne, et recevoir en paiement des actions, débetures, bons ou obligations d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, acheter, prendre ou céder à bail, vendre, échanger ou disposer d'aucune manière de toute propriété immobilière ou foncière que la présente compagnie croira nécessaire ou utile à l'exercice d'aucun commerce sien ;

Emettre, vendre et distribuer, avec le consentement des actionnaires pour services rendus à la compagnie, à titre professionnel ou autre, des actions entièrement libérées du capital de la présente corporation, sous le nom de "Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd.," avec un fonds social total de vingt mille piastres

**"Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1920, incorporating : Dame Sarah Goldberg, wife separate as to property of Philip Lazarus, cutter, of the city and district of Montreal, and hereto duly authorized by her said husband ; Isaac Julius, manufacturer ; Harry David Routtenberg, Israel Routtenberg, Joseph Routtenberg, merchants, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy and sell, import and export, trade and deal, in all kinds of clothing for men's and ladies' wear cloth, cotton, dry goods, tweeds, woollens, fabrics or any article connected in any way directly or indirectly with the above mentioned trade ;

To purchase, resell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or dispose of in any way, shares, stock, either common or preferred debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership, carrying on business in Canada or elsewhere in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by Canadian Clothing Mfg. Co. Ltd., together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of Canadian Clothing Mfg. Co. Ltd., and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid-up shares ;

To open and operate branches, manufactories, warehouse, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on ;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects ;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in any way to that of the present company ;

To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business ;

To issue, sell and allot with the approval of the shareholders for services rendered to the company either professional or otherwise fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$ 0,000.00),

(\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1635 C.-J. SIMARD.

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1920.

1636 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Dominion Preserving Company, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1920 constituant en corporation : Albert Limoges, Rémi Limoges, marchands, Outremont, Philias Morin, marchand Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général des denrées alimentaires de toutes sortes, mettre en conserve les dites denrées alimentaires, confire des fruits ou des légumes faire des confitures, gelées gélatines, fabriquer du vinaigre, des sirops de toutes sortes et tout outillage et accessoires nécessaires à ces fins ;

Vendre en gros et en détail, acheter, importer et exporter les produits et chose ci-dessus mentionnés et autres de même nature ;

Acheter des brevets, franchises concernant le susdit commerce, les exploiter et en disposer ;

Acquérir des entreprises similaires ;

Faire affaires comme agents pour les fins ci-dessus mentionnées ;

Entrer en société avec toute compagnie ou personne pour le partage des intérêts, des profits, et de conclure avec ces compagnies ou personnes des arrangements relatifs à l'exploitation à l'acquisition ou au contrôle de leur industrie, contrôler aussi, soit par l'acquisition des actions et intérêts ou autrement une ou plusieurs autres compagnies associations ou sociétés similaires, sous le nom de "Dominion Preserving Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1920.

1625 Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

**"Dominion Preserving Company, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1920, incorporating : Albert Limoges, Remi Limoges, merchants, Outremont, Philias Morin, merchant, Montreal, for the following purposes :

To deal generally in foodstuffs of all kinds, can the said foodstuffs, preserves fruits and vegetables, make preserves, jellies, jam, manufacture vinegar, syrups of all kinds and all equipments and accessories necessary for the aforesaid purposes ;

To sell wholesale and retail, buy, import and export the aforementioned products and goods and other goods of a like nature ;

To buy patents, franchises respecting the above business, exploit and dispose of same ;

To acquire similar undertakings ;

To do business as agents for the aforementioned purposes ;

To enter into partnership with any company or person for the sharing of interests and profits and to make with such companies or persons any arrangements respecting the exploitation and acquisition or control of their industry, to control also either through the acquisition of the shares and interests or otherwise, one or several other similar companies, associations or societies, under the name of "Dominion Preserving Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1920.

1626 C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Logan's Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la partie première de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1920 constituant en corporation : John Kerry, Aimé Sydney Bruneau, avocats ; Miss Minnie Bradley, Margaret Hartley, secrétaires, et Dorothy Eva Vipond, teneur-de-livres, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir et assumer, à titre d'affaire exploitée, le commerce présentement exercé, à Montréal, dans la province de Québec, sous les nom, appellation et raison sociale de "Quality Clothes Shop", ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de Donald Logan, l'unique propriétaire de ce commerce, et s'y rattachant, et payer en actions de la compagnie ;

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands et vendeurs d'occasion, manufacturer, acheter, vendre et exercer généralement, soit au gros soit au détail, le commerce qui consiste à vendre des hardes et autres vêtements, des ac-

**"Logan's Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1920, incorporating : John Kerry, Aime Sydney, Bruneau, advocates, Misses Minnie Bradley, Margaret Hartley, secretaries and Dorothy Eva Vipond, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over, as a going concern, the business now carried on at Montreal, in the Province of Quebec, under the name, style and firm of Quality Clothes Shop, and all or any of the assets and liabilities of Donald Logan, the sole proprietor of that business, in connection therewith, and to pay for the same in shares of the company ;

To carry on the business of manufacturers, merchants and jobbers, and to manufacture, buy, sell, and deal in generally either by wholesale or retail men's clothes and other clothing, wearing apparel, fabrics, men's furnishings,

coutrement, étoffes, effets pour hommes, chapeaux et chaussures pour dames, de toute description, ainsi que d'autres articles et marchandises; faire affaires comme importateurs, exportateurs, tailleurs, merciers, marchands à commission et agents des manufacturiers, soit en gros soit au détail;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes de matières, tissus, machines, appareils, outillages, accessoires, fournitures et garnitures servant ou ayant rapport avec aucune desdites entreprises commerciales;

Acheter ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, faire commerce ou disposer de brevets d'invention, marques et noms de commerce, procédés, plans, licences ou franchises;

Exercer aucun autre commerce ou aucune entreprise que la compagnie croira susceptible d'être économiquement ou convenablement exercé ou conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou propre directement ou indirectement à promouvoir les intérêts de la compagnie;

Agir en qualité de gérants ou d'agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce similaire ou connexe;

Posséder du capital dans aucune autre compagnie;

S'amalgamer avec, s'unir ou se joindre avec aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, en assumer le passif, garantir aussi l'exécution d'aucune obligation ou entreprise par aucune autre compagnie, société ou personne en relations d'affaires avec la compagnie ou dans laquelle elle est d'aucune manière intéressée;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Emettre des parts entièrement ou partiellement acquittées, des actions, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, société, ou corporation pour aucuns biens ou droits acquis par la compagnie, et, après assentiment des actionnaires, rémunérer soit en monnaie soit en capital, obligations ou débetures tel que susdit, aucune personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie, en rapport avec sa formation, son avancement ou son organisation ou dans la gestion des affaires de la compagnie, ou pour aucune propriété, aucuns droits acquis par la corporation;

Vendre ou disposer des entreprises corporatives ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Logan's Limited", avec un fonds social total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1627 ALEXANDRE DESMEULES.

women's wear head and foot wear of every description and other articles and merchandises; and to carry on the business of importers, exporters, tailors, haberdashers, commission merchants and manufacturer's agents, either by wholesale or retail;

To manufacture, import, export, buy, sell, and deal in all kinds of materials, fabrics, machinery, tools, plant, equipment, furniture and fixtures used or connected with any of the said business enterprises;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or dispose of patents of inventions, trade-marks, trade-names, process, designs, licenses or franchises;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To own stock in any other company;

To amalgamate, unite, or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof, and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking by any other company, firm or individual having dealings with the company or in which it is in any way interested;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company;

To issue fully paid-up or partly paid-up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and with the approval of the shareholders to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, or for any property or rights acquired by the company;

To sell or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Logan's, Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteen day of April 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1628 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie Electrique de St. Vital, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'avril 1920, constituant en corporation J.-E. Guertin, notaire; Cyrille Baillargeon, boucher; J.-Désiré Roy, cultivateur; Adolphe Gagnon, industriel; Alfred Rousseau, contracteur; Henri Roberge, marchand, tous de Saint-Vital-de-Lambton, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation de tous articles, appareils, machineries, concernant l'électricité dans toutes ses applications industrielles ou scientifiques;

Faire le commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation de tous articles, marchandises, objets d'art pouvant servir à l'ornementation ou décoration des places ou édifices publics ou des résidences;

Faire le commerce, en gros et en détail, d'importation et d'exportation de tous appareils, machineries pour pouvoirs hydrauliques, à vapeur, à gaz ou à gasoline pouvant servir à la production de l'électricité sur toutes ses formes;

Construire, acquérir, par achat ou par titre, équivalents, des immeubles, des établissements ateliers, entrepôts, hangars pour l'emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie ou à son industrie;

Construire, acquérir, par achat ou par titre équivalents, des immeubles, manufactures, usines, manufacturer, fabriquer, en tout ou en partie des articles, marchandises, machineries faisant partie du commerce de la compagnie ou de son industrie;

Fabriquer ou acquérir, à quelque titre que ce soit les instruments, les matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exportation sous toutes ces formes des travaux d'éclairage à la lumière électrique et faire à l'entreprise tous les travaux qui concernent l'électricité du commerce et de l'industrie de la compagnie;

Construire, acquérir, posséder, vendre, louer des immeubles, meubles, pouvoir hydraulique ou à vapeur, construire et installer des lignes de transmission électrique, utiliser, vendre, louer la force motrice électrique, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics, le commerce ou l'industrie dans le district de Beauce et Saint-François;

Acquérir toutes entreprises semblables ou en tout ou en partie, à celle de la compagnie ainsi que le matériel, la clientèle de toute personne ou société;

Faire l'étude, l'acquisition, l'exploration, la vente de tous brevets, inventions ou procédés d'amélioration ayant trait aux entreprises de la compagnie;

Acheter, louer tout pouvoir par forces ou par kilowatts de toute compagnie faisant le commerce de l'électricité;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toutes acquisitions de la compagnie, en deniers comptants, en actions libérées ou obligations de la compagnie ou partie en chacune de ces manières;

De faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

**"La Compagnie Electrique de St. Vital, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1920, incorporating: J.-E. Guertin, notary; Cyrille Baillargeon, butcher; J.-Désiré Roy, farmer; Adolphe Gagnon, manufacturer; Alfred Rousseau, contractor; Henri Roberge, merchant, all of Saint-Vital de Lambton, for the following purposes:

To carry on business wholesale and retail in importing and exporting any articles, apparatus, machinery respecting electricity in all its industrial or scientific applications;

To carry on business wholesale and retail in importing and exporting any articles, merchandise, objects of art suitable for the ornamentation and decoration of public places or buildings, or residences;

To carry on the wholesale and retail business of importing and exporting any apparatus, machinery for water, steam, gas or gasoline power that may be used for the production of electricity under all its forms;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, premises, workshops, warehouses, sheds for storing the merchandise necessary for the business or industry of the company;

To construct, acquire by purchase or by equivalent title immoveables, factories, workshops, to manufacture, make in whole or in part goods, merchandise, machinery forming part of the business or industry of the company;

To manufacture or acquire under any title whatever the instruments, materials and any equipment necessary for the exploitation under all its forms of electric light work, and carry out on contract any work respecting the electricity of the business and industry of the company;

To construct, acquire, hold, sell, lease immoveables, moveables, water or steam power, construct and install electric transmission lines, utilize, sell, lease electric motive power both for the requirements of the company and the public service, business or industry in the district of Beauce and Saint-François;

To acquire any similar undertakings in whole or in part to that of the company and the assets and goodwill of any person or firm;

To make the study of, acquisition, exploitation or sale of any patent of invention or process of improvement relating to the undertakings of the company;

To purchase, lease any power per horse power or kilowatt from any company carrying on the business of electricity;

To pay for any services rendered to the company or required by it, or for any acquisitions of the company in cash, paid up shares or bonds of the company, or partly in each of such ways;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge same for the prices and amounts deemed advisable, provided that such bonds, debenture or other security be not for a sum less than one hundred dollars;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens, meubles, immeubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie ;

De donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés à un ou à plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Saint-Vital, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lambton, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la compagnie, ce seizième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1631 C.-J. SIMARD.

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveable property of the company or give both such kind of securities to assure the payment of such bonds, debentures or other securities and for any loans of money made for the purposes of the company ;

To give through the intermediary of their duly authorized officers to one or more trustees to assure the payment of the bonds or debentures a mortgage upon the immovable property of the company by mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures thus guaranteed, under the name of "La Compagnie Electrique de St-Vital, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal office of the company, will be at Lambton, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1920.

C.-J. SIMARD,  
1632 Assistant Provincial Secretary.

#### "The Buckingham Club, Limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la partie I de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'avril 1920, constituant en corporation : Hugh Martin, Buckingham, agent, de la ville de Buckingham, dans le district de Hull, Pierre Joseph Comtois, machiniste, de la cité de Hull, dit district, et John Wesley Lowell, comptable, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, aux fins suivantes :

Procurer à ses membres les moyens de distraction et d'instruction pour l'intelligence et de repos pour le corps ;

Organiser, tenir et gérer un club pour accommoder les membres de la compagnie et leurs amis, avoir une maison de cercle et généralement donner à ses membres tous les privilèges, avantages et commodités d'un club ;

Tenir des échoppes de cirage à chaussures, de barbiers, des salles de billards et de pools, des allées de quilles, des dépôts de journaux, magasins de cigares et pâtisseries ;

Exercer sous toutes formes le commerce des restaurants, en général, y compris la vente des bières, vins et autres boissons alcooliques, dont le débit est actuellement ou pourra à l'avenir être permis par les lois de la province de Québec, vendre aussi des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, obtenir une licence de club ou autre pour une fin qui sera considérée avantageuse aux objets de l'entreprise ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner les meubles et immeubles nécessaires et indispensables à la réalisation de l'objet de la corporation, et disposer de toute manière de la dite propriété ; grever les immeubles corporatifs et gager les meubles de la dite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir la propriété, les actions, obligations ou débetures, les chèques, billets promissoires d'aucune corporation exerçant le même genre de commerce que la présente compagnie, et en disposer selon qu'elle le croira à propos ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier des billets promissoires, lettres de change, chèques et autres instruments cessibles ;

#### "The Buckingham Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1920, incorporating : Hugh Martin Buckingham, agent, of the town of Buckingham, in the district of Hull, Pierre Joseph Comtois, mechanic, of the city of Hull, said district, and John Wesley Lowell, accountant, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes :

To procure to its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body ;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company and their friends to secure a club house, and generally give to its members all the privileges, advantages and commodities of a club ;

To operate shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, bowling alleys, new stands, cigars stores and confectioneries ;

To carry on the restaurant business generally in all its branches including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, the sale of which is presently or may be in the future permitted by the laws of the Province of Quebec, and also the sale of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immoveables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage the immoveables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To purchase, lease, hold and acquire the property, shares, bonds or debentures, checks, promissory notes of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any promissory notes, bills of exchange, cheques and other negotiable instruments ;

Contracter des emprunts, en garantir le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et particulièrement au moyen d'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèques sur la totalité ou aucune partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se rendre responsable du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes et autres obligations d'aucune nature en faveur d'aucune autre corporation, société ou personne ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement intégral ou partiel du prix d'achat de biens meubles ou immeubles, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou d'autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, aussi en paiement de services rendus soit en rapport avec la formation de la compagnie ou durant le cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, édicter des règlements, ordonnances et normes, compatibles avec les lois publiques de la province de Québec, relativement à la gestion et à la régie interne des affaires et lieux de la corporation ainsi que de ses sociétaires, à la discipline, à la suspension et expulsion de ses membres, à l'autorisation à être donnée aux administrateurs d'exciper du transfert des actions corporatives, ou renvoi, après remboursement du prix de ses actions, d'aucun contribuable ou sociétaire de la compagnie coupable de conduite inconvenante, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer, en tout ou en partie, ses constitutions, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera à propos ;

Percevoir des honoraires d'entrée, des contributions annuelles et autres ainsi que des cotisations pour denrées et meubles, pour l'usage d'aucune propriété du cercle, avec pouvoir de classer les sociétaires et de statuer sur leurs privilèges ;

Exécuter tous actes, exercer tous pouvoirs ainsi que aucunes opérations se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Buckingham Club, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Buckingham, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour d'avril 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
1637 C.-J. SIMARD.

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immoveables of the company ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kind for any other corporation, firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operation ;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the province of Quebec, for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members, for the discipline, suspension and expulsion of its members, for authorizing the directors to object to the transfer of the shares of the corporation, to expel, after the re-imbusement of the purchase price of his shares, any shareholder or member of the company for unbecoming conduct, provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitutions, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Buckingham Club, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) dollars each.

The head office of the company will be at the town of Buckingham, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretaries, this nineteenth day of April, 1920.

C. J. SIMARD,  
1638 Assistant Provincial Secretary.

## Département du trésor

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Glens Falls Insurance Company", de Glens Falls, N. Y., autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, l'assurance contre le feu, l'ouragan et l'explosion, l'assurance de transport intérieur et l'assurance contre les pertes ou dommages aux automobiles par vol avec ou sans effraction a été modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance contre les émeutes et commotions civiles et les dégâts par arroseurs automatiques le et après le vingt et unième jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : W. G. Mackenzie, 601 Edifice Lewis, Montréal, P. Q.

## Treasury Department

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to The Glens Falls Insurance Company, of Glens Falls, N. Y., authorized it to transact throughout the Province of Quebec the business of Fire Insurance Tornado Insurance, Explosion Insurance, Inland Transportation Insurance and insurance against loss or damage to automobiles by Burglary or Theft has been extended to include the business of Riot Insurance, Civil Commotion Insurance and Sprinkler Leakage Insurance on and after the 21st day of April, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : W. G. Mackenzie 601 Lewis building, Montreal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt et unième jour d'avril 1920.  
Pour le trésorier de la province de Québec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-first day of April, 1920.  
For the Treasurer of the Province of Quebec, P. Q.

Le surintendant des assurances,  
F. L. MONCK.

F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance, P. Q.

Branche des assurances,  
Département du trésor. 1611—17-2

Insurance Branch,  
Treasury Department. 1612—17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Imperial Guarantee & Accident Insurance Company of Canada" de Toronto, Ontario, autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents et la maladie, l'assurance de garantie, des automobiles et le bris de glaces, et l'assurance des automobiles contre le feu a été modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance contre le vol le et après le vingt et unième jour d'avril 1920.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the Imperial Guarantee & Accident Insurance Company of Canada, of Toronto, Ont., authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Guarantee Insurance, Accident Insurance, Sickness Insurance, Automobile Insurance, Plate Glass Insurance and Insurance on Automobiles against fire has been extended to include the business of Burglary Insurance on and after the 21st day of April, 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : G.-K. Martin, 30 édifice Canada Life, Montréal, P. Q.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: G. K. Martin, 30 Canada Life Building, Montreal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P. Q., 1909, ce vingt et unième jour d'avril 1920.  
Pour le trésorier de la province de Québec.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this 21st day of April, 1920.  
For the Treasurer of the Province of Quebec, P. Q.

Le surintendant des assurances, P. Q.,  
F. L. MONCK.

F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance, P. Q.

Branche des assurances,  
Département du trésor. 1613—17-2

Insurance Branch,  
Treasury Department. 1614—17-2

**Faillite—avis de**

**Notice of Bankruptcy**

District de Montréal. Dans l'affaire de J. Maron, "Outremont Fruit & Grocery Co", Outremont, failli.

District of Montreal. In the matter of J. Maron, "Outremont Fruit & Grocery Co, Outremont", insolvent.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au huitième jour de mai 1920, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

A first and final dividend sheet has been prepared in the matter and is subject to objection until the eighth day of May, 1920, after which date the dividend will be payable at my office.

Le curateur,  
EUGENE PREVOST.

EUGENE PREVOST,  
Curator.

107 rue Saint-Jacques.  
Montréal, 23 avril 1920. 1639

107 Saint James street.  
Montreal, 23rd April, 1920. 1640

**Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17.**

**Index of the Quebec Official Gazette, No 17.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—**

Dme Bernier vs Bérubé.....	1074
" Casgrain vs Bédard.....	1076
" Croteau vs Mercier.....	1074
" Dubois vs Racine.....	1075
" Gadreau vs Grégoire.....	1075
" Goldberg vs Schwartz.....	1075
" Lajeunesse vs Gaston dit Lacette....	1075
" Pfeffer vs Rachback.....	1075
" Samson vs Savard.....	1074
" Scott vs Jordan.....	1075

Dme Bernier vs Bérubé.....	1074
" Casgrain vs Bédard.....	1076
" Croteau vs Mercier.....	1074
" Dubois vs Racine.....	1075
" Gadreau vs Grégoire.....	1075
" Goldberg vs Schwartz.....	1075
" Lajeunesse vs Gaston dit Lacette....	1075
" Pfeffer vs Rachback.....	1075
" Samson vs Savard.....	1974
" Scott vs Jordan.....	1075

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1059

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1059

**AVIS DIVERS :—**

**MISCELLANEOUS NOTICES :—**

Mowatt & Mode, Ltd.....	1076
Sellers Gough Fur Coy, Ltd.....	1076

Mowatt & Mode, Ltd.....	1076
Sellers Gough Fur Coy, Ltd.....	1076

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lot paroisse Abercorn à Saint-André-de-Sutton.....	1072	Lot parish Abercorn to Saint-André-de-Sutton.....	1072
--	------	---	------

## DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :— DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

Canton Howard, comté d'Argenteuil....	1072	Township Howard, Co. of Argenteuil....	1072
---------------------------------------	------	--	------

## DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

## TREASURY DEPARTMENT :—

Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine..	1073	Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine...	1073
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci.....	1072	Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci.....	1072
The Glens Falls Insurance Company....	1102	The Glens Falls Insurance Company....	1102
The Imperial Guarantee & Accident Insurance Coy of Canada.....	1103	The Imperial Guarantee & Accident Insurance Coy of Canada.....	1103
The Palatine Insurance Coy, Ltd.....	1073	The Palatine Insurance Coy, Ltd.....	1073
The Quebec Diocesan Mutual Fire Ins. Coy.....	1073	The Quebec Diocesan Mutual Fire Ins. Coy.....	1073

## FAILLITE—AVIS DE :—

## BANKRUPT NOTICES :—

Beauvais & Cie, cession.....	1076	Beauvais & Cie, assignment.....	1076
Cadrin (Dme) cession.....	1077	Cadrin (Dme) assignment.....	1077
Lemieux, nom. curateur.....	1076	Lemieux, curators' appt.....	1076
Maron, dividende.....	1103	Maron, dividend.....	1103
Plourde & Cie, nom. curateur.....	1077	Plourde & Cie, curator's appt.....	1077
Trudeau, dividende.....	1077	Trudeau, dividend.....	1077
Victor Box Toe & Counter, Ltd.....	1077	Victor Box Toe & Counter, Ltd.....	1077

## LETTRES PATENTES :—

## LETTERS PATENT :—

Bake-Rite, Ltd.....	1070	Bake-Rite, Ltd.....	1070
British Empire Finance Corporation, Ltd	1093	British Empire Finance Corporation, Ltd	1093
Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd.....	1097	Canadian Clothing Manufacturing Co., Ltd.....	1097
Comptoir d'importation, ltée.....	1062	Comptoir d'importation, ltée.....	1062
Desjardins & Matte Automobile Cie, ltée	1096	Desjardins & Matte Automobile Cie, ltée	1096
Dominion Preserving Coy, Ltd.....	1098	Dominion Preserving Coy, Ltd.....	1098
La Barre & Cie.....	1064	La Barre & Cie.....	1064
La Cie des liqueurs St-Louis, incorp....	1063	La Cie des liqueurs St-Louis, incorp....	1063
La Cie électrique de St-Vital, ltée.....	1100	La Cie électrique de St-Vital, ltée.....	1100
Logans, Ltd.....	1098	Logans, Ltd.....	1098
Sherbrooke Coy, Ltd.....	1068	Sherbrooke Coy, Ltd.....	1068
Sigman Kaufman Coy.....	1067	Sigman Kaufman Coy.....	1067
The Buckingham Club, Ltd.....	1101	The Buckingham Club, Ltd.....	1101
The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Ltd.....	1095	The Huron Silver Black Fox Ranch Co., Ltd.....	1095
The North End Social Club.....	1092	The North End Social Club.....	1092
The St. Louis Liquor Store, Incorp.....	1063	The St. Louis Liquor Store, Incorp.....	1063
Vickers Café, Ltd.....	1064	Vickers Café, Ltd.....	1064
Victoriaville Furniture, Ltd.....	1091	Victoriaville Furniture, Ltd.....	1091

## LIQUIDATION :—

## WINDING UP :—

Summerlea Land Co.....	1077	Summerlea Land Co.....	1077
The Canada Stove & Foundry Coy, Ltd..	1079	The Canada Stove & Foundry Coy, Ltd..	1079

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Honoré.....	1074	Farmers' Club of the parish of Saint-Honoré.....	1074
---	------	--	------

## MINUTES DE NOTAIRE :—

## NOTARIAL MINUTES :—

Demande par M. Augustin Gingras....	1080	Application by Mr. Augustin Gingras...	1080
Demande par M. Edouard Biron.....	1081	Application by Mr. Edouard Biron.....	1081

## NOMINATIONS :—

## APPOINTMENTS :—

Commissaires d'écoles, mun. La Reine..	1072	School commissioner mun. La Reine....	1072
Commission au greffe de la Couronne et de la Paix.....	1060	Clerk at the office of the Crown and Peace.....	1060
Juges de paix : Districts Montréal ; Montmagny ; Saguenay.....	1060	Justices of the peace : Districts Montreal ; Montmagny ; Saguenay.....	1060

ORDRE DE COUR :—		RULE OF COURT :—	
Merchants & Employers Guarantee & Accident vs Lachance.....	1081	Merchants & Employers Guarantee & Accident vs Lachance.....	1081
PROCLAMATION :—		PROCLAMATION :—	
Canton Baldwin, comté de Gaspé.....	1060	Township Baldwin, Co. of Gaspé.....	1060
RATIFICATION DE TITRE :—		CONFIRMATION OF TITLE :—	
Lanoix <i>et al</i> <i>èsq</i> l.....	1081	Lanoix <i>et al</i> <i>èsq</i> l.....	1081
SOUMISSIONS :—		TENDERS :—	
Cité Rivière-du-Loup.....	1082	Rivière-du-Loup city.....	1082
Ville de Lasalle.....	1083	Town of Lasalle.....	1083
VENTE PAR ENCAN :—		AUCTION SALE :—	
Canadian Express Coy.....	1083	Canadian Express Coy.....	1083
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Lauzière vs Lauzière <i>et al</i> .....	1084	Lauzière vs Lauzière <i>et al</i> .....	1084
Majeau (Dme) vs Auclair.....	1083	Majeau (Dme) vs Auclair.....	1083
VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—	
Cité de Lévis.....	1085	City of Levis.....	1085
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFF'S SALES :—	
CHICOUTIMI :—		CHICOUTIMI :—	
Tremblay vs Tremblay.....	1086	Tremblay vs Tremblay.....	1086
HULL :—		HULL :—	
Fournier vs Nadon.....	1087	Fournier vs Nadon.....	1087
KAMOURASKA :—		KAMOURASKA :—	
Vallée vs Levesque.....	1087	Vallée vs Levesque.....	1087
MONTRÉAL :—		MONTREAL :—	
Desormeau, failli.....	1087	Desormeau, insolvent.....	1087
Lamarre vs Berthiaume.....	1089	Lamarre vs Berthiaume.....	1089
Laporte vs La Compagnie St. Lawrence Views, Incorp.....	1090	Laporte vs La Compagnie St. Lawrence Views, Incorp.....	1090
Lefebvre de Bellefeuille vs Héroux.....	1088	Lefebvre de Bellefeuille vs Héroux.....	1088
Legault vs McArdle.....	1088	Legault vs McArdle.....	1088
SAINT-FRANÇOIS :—		SAINT-FRANCIS :—	
Morrill vs Morrill <i>et al</i> .....	1090	Morrill vs Morrill <i>et al</i> .....	1090
SAINT-HYACINTHE :—		SAINT-HYACINTHE :—	
Messier vs Carreau.....	1091	Messier vs Carreau.....	1091

